

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

# L'Humanité

## KURDES DE SYRIE LA RÉVOLUTION MENACÉE

Pris sous le feu turc, le Rojava reste vigilant sur les intentions du nouveau pouvoir islamiste à Damas. Ses habitants sont décidés à défendre l'expérience démocratique déployée depuis 2013. P. 2



ELKE SCHOLERS / GETTY IMAGES VIA AFP

### À Paris, la gauche face au risque de dispersion

Le renoncement d'Anne Hidalgo à briguer un troisième mandat a ouvert une guerre de succession dans la capitale. Le PS et les Verts passeront par la case primaire. P. 7



DIVIER DOUILLER / AFP

### L'astéroïde Bénou porteur de briques élémentaires de la vie

Deux études de la revue *Nature* révèlent que les échantillons collectés à la surface de cet objet du système solaire contiennent des traces d'eau et des molécules organiques. P. 16



M 00110 - 304 - F: 2,90 €

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD



## ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

## Les anti-Lumières

Javier Milei en Argentine, Benyamin Netanyahu en Israël, Donald Trump aux États-Unis, Giorgia Meloni en Italie... Cette internationale d'extrême droite qui est désormais au pouvoir dans nombre de pays partage une même haine de ce qu'ils appellent le « wokisme ». Un mot-valise bien utile pour ranger tous ceux qui portent une vision de la société et des rapports sociaux qui ne soit pas uniquement basée sur la raison du plus fort, du plus puissant ou du plus riche.

**Mais, derrière le « wokisme », c'est en fait le concept même d'égalité** qui est dans la ligne de mire. La glorification du virilisme et de ses influenceurs adeptes de la toute-puissance du « mâle alpha » vise ainsi à revenir sur des décennies de combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce virilisme, on le retrouve également dans la mise en scène des relations internationales. Les plus forts parlent entre eux et imposent leurs points de vue. Exit la diplomatie, aux oubliettes les décennies passées à bâtir des

**Exit la diplomatie, aux oubliettes les décennies passées à bâtir des règles collectives.**

règles collectives, à fabriquer du droit international certes imparfait, mais ayant le mérite de poser un cadre global.

**Trump et les autres, épaulés par les géants multimilliardaires de la tech et du luxe**, sont bien décidés à se débarrasser de tout ce qu'ils considèrent comme une entrave à leurs intérêts, à la « liberté » d'exploiter, de spéculer, d'écraser toute opinion divergente et de s'enrichir sans aucune limite. La démocratie ne fait pas exception. Plus profondément, c'est le rayonnement mondial de la Révolution française nourrie par l'apport du siècle des Lumières qu'ils tentent d'éradiquer. Ils veulent nous entraîner vers un nouvel absolutisme politique libertarien et fascisant, et vers un techno-féodalisme économique d'où seraient exclues «les réglementations excessives» ainsi que «l'idée sinistre, injuste et aberrante de la justice sociale», comme aime à le dire Milei. Les forces qui promeuvent la justice, l'égalité, la démocratie et le progrès social en France, en Europe et partout dans le monde portent désormais la responsabilité de reconstruire et de crédibiliser une alternative au cauchemar, à ce complot contre le monde. ■

# « Au Rojava, nous voulons vivre en êtres libres »

**KURDISTAN** Sous le feu turc, les Kurdes de Syrie appréhendent le cours que prendra la transition à Damas, sous la conduite de l'ex-djihadiste Ahmed Al Charaa. Ils sont décidés à défendre l'expérience démocratique déployée depuis 2013, qui a accompagné une révolution des femmes inédite dans la région et protégé la diversité communautaire et confessionnelle.

Kamechliyé, Hassakeh, Raqqa (Kurdistan de Syrie), envoyée spéciale.

**E**nroulée dans une épaisse couverture rouge, elle est allongée sur le flanc. Au moindre mouvement, la douleur lui déforme les traits. Hemrin Ali, 35 ans, a été blessée aux abords du barrage de Tichrine, sur l'Euphrate, sous le feu de l'aviation et des drones turcs depuis le 8 décembre 2024. Elle nous montre les cicatrices laissées par les éclats de munition, qui lui balaient le ventre, les jambes, les bras. Le 21 janvier dernier, elle avait rejoint l'un des convois de civils venus dénoncer ces opérations militaires ciblant une infrastructure qui fournit de l'électricité et de l'eau potable à plus de 5 millions de personnes. « Nous étions en train de danser quand les bombes sont tombées. Soudain, j'ai vu mes jambes en sang », raconte-t-elle, en nous montrant une vidéo filmée depuis un drone, diffusée par des mercenaires islamistes d'Ankara heureux de ces attaques délibérées contre des civils, qui ont déjà fait plusieurs dizaines de blessés et 23 morts depuis le 8 janvier.

Le régime turc de Recep Tayyip Erdogan balaie ces crimes d'un revers de main, accusant les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui réunissent combattants kurdes et arabes, d'utiliser des civils comme boucliers humains. « J'y suis allée de mon plein gré. Nous avons

besoin de cette eau, de cette électricité. C'est notre responsabilité de préserver ces ressources », rétorque Hemrin. Plus d'un mois après avoir été blessée, elle ne peut toujours pas se tenir debout. Elle n'avait pu être transportée vers un hôpital pour y être opérée que trois jours après cette attaque, par crainte des tirs turcs visant les ambulances.

#### LA CRIAINE D'UNE RÉSURGENCE DE L'EI

À Tichrine, sur les 300 personnes qui, d'ordinaire, font tourner le barrage, seules quatre sont restées pour en surveiller l'intégrité structurelle et prendre en charge les manœuvres indispensables pour actionner les vannes, réguler les débits d'eau. Les Turcs refusent toute trêve pour organiser la relève de cette équipe. En aval, dans les entrailles du barrage de Tabqa, repris à l'« État islamique » (EI) en 2018, le directeur des trois barrages sur l'Euphrate, Welat Darwich, ne dissimule pas son inquiétude : « C'est irresponsable et très dangereux. Si Tichrine craque, l'eau déferlera jusqu'ici, où ça ne tiendra pas. Si les 12 milliards de mètres cubes du lac Assad étaient lâchés, cela aurait des conséquences cataclysmiques. » Là où l'électricité arrive encore, les coupures sont fréquentes, interminables ; dans les zones privées d'eau potable, le développement de maladies hydriques menace de plonger le Rojava, le Kurdistan de Syrie, dans une crise sanitaire.

« C'est une stratégie. En concentrant leurs attaques sur des infrastructures vitales, la

**Les combattants des FDS sont invités à rejoindre la nouvelle armée syrienne, mais à titre individuel.**



## REPORTAGE

En haut, dans les rues de Kamechliyé, au nord est de la Syrie.  
Ci-dessus, Hemrin Ali victime des bombardements turcs. RACHIDA EL AZZOUI

Turquie espère nourrir la colère de la population contre l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie », poursuit Welat Darwich.

Dans la ville voisine de Tabqa, Samira Habbache a repris le cours d'une vie percutée par la longue parenthèse djihadiste. À l'arrivée des hordes de Daech, cette femme arabe s'était enfuie vers Afrine, en zone kurde, avant d'en être chassée par l'offensive et l'occupation turques.

« Je suis née ici, il y avait des Syriaques, des Kurdes, des Arméniens. Nous vivions tranquillement les uns avec les autres. Hélas, parmi ceux qui ont fui Daech, beaucoup ne sont pas revenus », soupire-t-elle. Dans la cour arborée de l'association Zenobia, que dirige cette femme aux cheveux teints en blond et au maquillage soigné, d'autres femmes, restées à Tabqa à l'époque, se souviennent d'une vie cloîtrée sous la menace permanente de châtiments

- exécutions, lapidations, flagellations. Elles disent les traces laissées dans les consciences, les pressions sociales et familiales, mais aussi les droits reconquis après la défaite de Daech. « Il n'y a pas de retour en arrière possible. Nous n'accepterons jamais le retour à de telles dominations, ni les restrictions que le nouveau pouvoir de Damas veut imposer aux libertés des femmes. Nous sommes prêtes à lutter », prévient Ghoufrane Abdallah, une jeune femme de 28 ans, voilée de gris.

La combustion du mazout et le raffinage sauvage du pétrole enveloppent Raqqâ d'un nuage noir. Dans les camps qui sont venus se greffer à cette métropole à l'urbanisme disloqué, les sinistrés des séismes de 2023 ont rejoint les réfugiés d'Afrine et de Chahba, qui ont fui les exactions des occupants turcs et de leurs supplétifs syriens. Autour du rond-point al Naïm, où Daech donnait en spectacle ses exécutions, de jeunes enfants mendient, visages couverts de suie. Ils grandissent entre les ruines des immeubles pulvérisés par les bombardements. Ici, dans l'ombre, les nostalgiques du califat prêchent toujours ; ils contestent la tutelle des FDS qui ont défait les djihadistes en 2018. La crainte d'une résurgence de l'EI est loin d'être dissipée : les camps et les prisons où sont détenus ses combattants sous la garde des forces kurdes, et où son idéologie continue de se propager, sont des bombes à retardement. Régulièrement, des « cellules dormantes » sont démantelées ; des bombardements de la coalition internationale ciblent des objectifs militaires de Daech. Les check points des FDS se succèdent sur la route de Hassakeh, où des hélicoptères militaires tournoient au-dessus de la base américaine retranchée derrière ses murailles de béton. Mercredi, l'aviation turque s'est aventurée jusqu'ici, où ses bombardements ont fait 12 morts, dont 8 civils, dans la zone de Chaddadé.

### DÉFIANCE ENVERS LE NOUVEAU POUVOIR SYRIEN

Le régime de Recep Tayyip Erdogan a tout fait pour anéantir l'expérience démocratique déployée depuis 2013 par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), qui a accompagné une révolution des femmes inédite dans la région et protégé la diversité communautaire et confessionnelle. Ces assauts turcs ne suscitent aucune réprobation à Damas. Le président par intérim, Ahmed Al Charaa, de son nom de guerre Abou Mohammed Al Joulani, issu des rangs djihadistes, partage avec Ankara le même objectif : empêcher toute consolidation d'une autonomie kurde en Syrie. Aucune composante kurde n'est d'ailleurs associée au « dialogue national » censé structurer la transition. Les gages de bonne volonté de l'Aanes, qui vient de reprendre les livraisons de pétrole vers les zones administrées par Damas, n'ont pas infléchi sa position. Les combattants des FDS sont invités à rejoindre la nouvelle armée syrienne, mais à titre individuel : scénario exclu par leur commandant en chef, Mazloum Abdi, qui plaide pour une intégration en bloc. Al Charaa pose aussi comme préalable le départ des combattants étrangers du Rojava ; ces derniers jours, il aurait plaidé pour l'intégration des seules unités arabes ; en coulisses, Ankara exige le démantèlement pur et simple de cette structure militaire.

Accrochée à la frontière turque, Kamechliyé décline sa résistance en couleurs sur ses murs gris, où s'affiche partout le slogan « Jin, Jiyan, Azadi », « Femme, Vie, Liberté ». Les panneaux publicitaires sont recouverts de banderoles réclamant la libération d'Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), figure de l'émancipation sociale kurde. L'entremêlement des fils électriques forme des toiles compliquées ; à la nuit tombée, des hommes se serrent, dehors, autour de la chaleur des braseros. Au siège du Kongra Star, une coalition féministe formée en 2005, Amina Ossé mesure le chemin parcouru en vingt ans par les femmes du Rojava pour faire reculer les mentalités patriarcales, gagner de nouveaux ■■■

droits, s'imposer comme des actrices centrales des bouleversements sociaux et politiques qui refaçonnent leur société. Elle ne dissimule pas sa défiance envers le nouveau pouvoir syrien. « Nous sommes ouverts au dialogue avec tout le monde. Le problème, ce n'est pas notre confiance. Ce sont les gestes que Joulani sera capable de produire, tranche-t-elle. Son premier cercle ne compte que des djihadistes, dont Abou Hatem Chakra, impliqué dans l'assassinat de notre camarade Hevrin Khalaf (une femme politique kurde assassinée par la milice Ahrar al-Charkiya en 2019 – NDLR). Difficile dans ces conditions de croire à la sincérité de sa conversion à la démocratie. » Elle voit dans l'autonomie démocratique expérimentée au Rojava une garantie pour prévenir les femmes des régressions qui se dessinent, et la Syrie d'un scénario d'éclatement. « Si nous n'allons pas vers un système confédéral, les ingérences étrangères s'engouffreront dans les luttes internes. Nous y sommes déjà », met-elle en garde.

#### « JE VEUX UN ISLAM DÉMOCRATIQUE »

À la maison des femmes, où sont accueillies les victimes de violences, les réfugiées et celles qui veulent se soustraire à un mariage forcé, Ilham Emer, 63 ans, la tête couverte d'un voile noir, a accueilli depuis 2011 des milliers de personnes. Elle ne regrette en rien le régime déchu : elle est passée par les prisons du Baas, a connu la torture et les mauvais traitements des séides de Hafez Al Assad. « J'ai plus peur de Joulani que du Baas, lance-t-elle. Dans ma maison, dans mon pays, je veux un islam démocratique, pas l'islam qui coupe les têtes. Mon voile, personne ne m'a obligée à le porter. C'est moi, avec ma croyance, et chacun la sienne, je n'ai pas à m'en mêler. Le sens de notre révolution au Rojava est simple : hommes ou femmes, nous voulons vivre en êtres libres. »

**Sur le front de l'Euphrate, ces derniers jours, les bombardements turcs ont redoublé de féroceité.**

Sous le feu turc, attachés à un projet de société incompatible avec celui qu'Al Charaa et ses compa-

pagnons ont défendu les armes à la main, sous la menace persistante d'une reconstitution de l'« État islamique », les Kurdes du Rojava ont reçu avec circonspection et inquiétude, jeudi, l'appel d'Abdullah Öcalan à déposer les armes et à dissoudre l'organisation. Le processus politique pacifique ainsi ouvert concerne la Turquie, insiste l'état-major des FDS (lire ci-contre), qui, dans l'attente de connaître les contreparties de ce message, veut y voir « une clé pour ouvrir des relations constructives dans la région ». Sur le front de l'Euphrate, ces derniers jours, les bombardements turcs ont redoublé de féroceité. Dans le cimetière de Kamechliyé où sont inhumés des centaines de combattantes et de combattants tombés dans la guerre contre Daech, des tombes fraîchement creusées attendent les dépouilles des résistants à l'agression turque. Une vieille femme assise là, chapelet en main, retient ses larmes. Sur ses épaules, tout le poids d'une révolution fragile. ■

ROSA MOUSSAOUI

# « L'appel d'Öcalan s'adresse au PKK, pas aux Kurdes de Syrie »

Nesrîn Abdullah est commandante et porte-parole des YPJ, les unités de protection des femmes au Rojava. Elle réagit aux déclarations du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan pour mettre un terme aux hostilités avec la Turquie.

Hassaké (Kurdistan de Syrie), envoyée spéciale.

**C**omment avez-vous accueilli l'appel du fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, à déposer les armes ?

Il est historique pour tout le Moyen-Orient. Je l'ai réécouter plusieurs fois. C'est un appel très clair pour la démocratie et pour l'instauration de la paix. Il ne s'agit pas d'une reddition. Ce n'est pas la première fois qu'Öcalan agit pour la paix. Jusqu'ici, cela n'a pas marché. Un nouveau processus s'ouvre. Les choses se feront étape par étape.

**Les Forces démocratiques syriennes pourraient-elles déposer les armes, à court ou à moyen terme ?**

Öcalan appelle le PKK, pas les Kurdes de Syrie, à déposer les armes. Les armes doivent être le dernier recours quand il n'y a pas de politique démocratique. Elles doivent servir à se protéger. Ici, dans le Nord-Est syrien, c'est la guerre. Il n'y a pas de débat. On ne peut pas déposer les armes.

**Damas refuse tout scénario confédéral. L'autonomie de fait que vous avez conquise depuis 2013 est-elle menacée par le nouveau pouvoir ?**

Les Kurdes de Syrie ne sont pas pris en considération dans les décisions politiques, militaires qui sont en train d'être prises par le nouveau pouvoir à Damas. Pour cette raison, nous ne leur donnons pas d'importance.

**Mais comment peser dans cette nouvelle Syrie si vous n'êtes pas pris en considération ?**

Cela va créer des contradictions et entraver la création de la nécessaire unité du peuple syrien. Le nouveau gouvernement de Damas ne représente pas la diversité de notre peuple et de ses différentes communautés. Abou Mohammed Al Joulani va-t-il vraiment devenir Ahmed Al Charaa ? Il a rencontré des représentants des FDS. Dans les grandes lignes, il n'y a pas de problème, des compromis sont possibles. Mais, dès qu'on entre dans les détails, les discussions se referment. S'il est vraiment le président de la Syrie, il doit exiger des Turcs qu'ils cessent

d'attaquer la Syrie. Les milices islamistes à la solde de la Turquie, qui nous agressent sous la bannière de l'Armée nationale syrienne (ANS), ont été rattachées à la nouvelle armée de Syrie qu'Al Charaa est en train de bâtir. Ce qui revient à dire que nous sommes aussi attaqués par le nouveau gouvernement de Damas.

**Les Forces démocratiques syriennes vont-elles rejoindre cette nouvelle armée syrienne ?**

La proposition d'Al Charaa est que chaque combattant rejoigne individuellement cette nouvelle armée syrienne. Ce n'est pas le point de vue des FDS, qui proposent l'intégration de nos forces en bloc. Les FDS sont très expérimentées. Elles pourraient être un atout pour l'avenir du pays. Nous restons ouverts, car le principal but des FDS est de garantir la sécurité des peuples de Syrie.

**Plusieurs ONG se sont alarmées de violations des droits humains à l'encontre des prisonniers djihadistes détenus sous la garde des FDS...**

Nous n'avons pas entendu ces ONG quand nos gardiens de prison ont été brûlés vifs ou décapités lors de la mutinerie de la prison d'Hassaké en 2022.

**Comment évaluez-vous le risque de réurgence de Daech ?**

Les attaques de la Turquie, les bombardements israéliens sur les infrastructures et l'arsenal militaire syriens nous affaiblissent et préparent le terrain à une réurgence de Daech. Plus de 12 000 combattants de Daech sont détenus dans les prisons administrées par les FDS. La plupart sont des étrangers. S'ils sont relâchés dans la nature, que se passera-t-il ? Si la coalition se retire et que la Turquie continue de nous attaquer, que se passera-t-il ? Ce fardeau ne peut pas peser sur nos seules épaules. Soit chaque pays reprend ses ressortissants et les juge selon sa loi, soit nous créons ici un tribunal international pour juger ces prisonniers. Nous défendons cette proposition depuis des années. Elle n'a jamais pris corps. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR R.M.

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur [humanite.fr](http://humanite.fr)

(Publicité)

## Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret,  
du lundi au jeudi à 20h  
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



chaque mardi avec  
l'Humanité

franceinfo  
radio . web . tv canal 27



Sibel, ici à Jinwar, a passé sept ans dans les griffes de Daech avant d'être accueillie par les Kurdes de Syrie. RACHIDA EL AZZOUZI

# À Jinwar, la liberté enfin retrouvée des captives yézidies

Ce village autogéré, fondé en 2017, offre un refuge aux femmes dont les vies ont été fracassées par la guerre. Deux d'entre elles, enlevées par Daech en 2014 au Sinjar, racontent l'enfer qu'elles ont vécu.

Dirbêsiyê (Kurdistan de Syrie),  
envoyée spéciale.

**L**es façades blanches des maisons au bâti de terre émergent au milieu des champs nus. Chaque seuil est fleuri de rosiers ; à l'ombre de jeunes arbres, des potagers alignent choux, salades, plants de pommes de terre flétris par un froid glacial. Sur les fils tendus dans ces jardins, le linge peine à sécher. Un ouvrier repeint les murs de la cuisine collective ; sur le toit, des panneaux solaires préservent Jinwar des coupures d'électricité. Dans le district de Dirbêsiyê, au Rojava, cette commune de femmes a vu le jour en 2017, à l'initiative des militantes de la coalition féministe Kongra Star, pour offrir un refuge aux femmes fuyant

la guerre et la fureur djihadiste, mais aussi aux veuves, aux femmes divorcées mises au ban par leur famille et par une société qui façonnent toujours de sévères mentalités patriarcales. La quiétude de ce village, son atmosphère de sérénité offrent une parenthèse enchantée dans le chaos syrien.

Ici, Ajin (1) revit. Elle a 25 ans, en paraît dix de plus. Des rides courrent déjà sur son front ; les épreuves qu'elle a endurées depuis dix ans se lisent dans les cicatrices qui couvrent ses mains, son visage. Sa narine est percée d'un bijou, un grain de beauté ponctue le coin de ses lèvres. Elle parle à voix basse, au point que son récit se perd parfois dans un chuchotement. Cette femme yézidie a été enlevée par des djihadistes de l'« État islamique » (EI) au cours de l'été 2014 dans un village du Sinjar, dans le nord-ouest irakien. Elle avait 15 ans. « Nous étions sur le point

de fuir quand ils ont survolé. Ils ont séparé les hommes des femmes, puis les femmes âgées des plus jeunes, se souvient-elle. Celles qui acceptaient de se convertir étaient mariées à des hommes de Daech. Celles qui refusaient étaient réduites en esclavage et passaient d'homme en homme. » La captive a accepté l'atroce marché : la vie contre le viol d'un seul de ses bourreaux. Un djihadiste irakien est devenu son « mari » par la bénédiction d'un mariage religieux expéditif. Celui-ci l'a d'abord conduite à Mossoul, puis à Raqa,

la capitale syrienne de l'EI, où elle est restée jusqu'en 2018. « J'étais obéissante pour ne pas avoir de problèmes avec lui. Je portais le niqab. Je faisais la prière », murmure-t-elle en se pinçant les lèvres. Après la chute du « califat », en 2018, ce djihadiste l'a entraînée dans sa fuite vers Baghouz, un hameau de la province de Deir Ez-Zor, dernier

## REPORTAGE

bastion de l'EI, qui n'a pas tardé à tomber à son tour. Capturé par les Forces démocratiques syriennes (FDS), il a été emprisonné. De cette union forcée est née une petite fille, aujourd'hui âgée de 5 ans et demi : Ajin est arrivée enceinte au camp d'al-Hol où sont détenus les djihadistes et leurs familles sous la garde des forces kurdes. « Je n'ai pas osé dire que j'étais yézidie, j'avais peur », souffle-t-elle.

### CONDITIONNEMENT ET ENDOCTRINEMENT

Près d'elle, Sibel (1), 26 ans, assise au sol, se pelotonne à la chaleur d'un poêle à mazout. Descernes creusent son regard fuyant. Elle a connu le même sort. Après son enlèvement, elle est restée un mois à Mossoul avec d'autres femmes yézidies prisonnières de l'EI. « Ils nous ont ensuite emmenées à Raqa. Là, des hommes de Daech sont venus, ils nous ont observées, et chacun d'eux a choisi l'une d'entre nous, se remémore-t-elle. J'ignore si nous avons été vendues. » Deux ans plus tard, l'Irakien qui a jeté son dévolu sur elle a été tué ; ses compagnons d'armes ont cédé Sibel à un autre homme, un Ouzbek, tué à son tour après la chute de Raqa. Elle aussi a donné naissance à une petite fille, âgée de 6 ans aujourd'hui.

Au camp d'al-Hol, les deux jeunes femmes ont continué à baigner dans l'idéologie djihadiste à laquelle les nostalgiques du « califat », hommes ou femmes, n'ont jamais renoncé. Ces femmes yézidies ont passé sept ans dans ces limbes, avant que les renseignements kurdes ne repèrent leur présence. Sibel en est sortie voilà six mois ; Ajin, un mois et demi. Ni l'une ni l'autre ne peut rentrer au Sinjar. « Ma famille n'acceptera jamais mon enfant. Pour eux, c'est l'enfant de la honte, l'enfant de Daech, se désespère Ajin. Je les comprends. Mais c'est ma fille, et je l'aime, je ne peux pas l'abandonner. »

Les silences qui trouent les récits de ces deux femmes laissent deviner des souffrances qu'elles ne sont pas encore prêtes à confier. Sibel et Ajin ont fait connaissance à Jinwar. Elles parlent beaucoup entre elles : « Nous avons traversé des choses que personne ne peut imaginer sans les avoir vécues. Nous nous comprenons. »

La vie ici est pour elles une révolution intérieure. Après une décennie de conditionnement et d'endoctrinement, elles n'ont pas renoué avec les croyances et les rituels yézidis, mais elles ont abandonné les pratiques ultrarigoristes que leur imposait encore, dans le camp, le regard des autres femmes, toujours fanatisées. Elles respirent enfin, la peur se dissipe peu à peu. « Je suis heureuse ici : je suis en sécurité avec ma fille, personne ne me juge », sourit Ajin.

Il est midi, les enfants rentrent de l'école en courant. Une jeune mère fait rire son bébé ; un chat se prélasser au soleil. Les filles de Sibel et d'Ajin sont joyeuses, bavardes, pleines de vie, heureuses de partager leurs jeux avec les autres enfants du village. Elles s'expriment en arabe et en kurmandji. Leurs mères les couvent du regard. À leur vue, la voix d'Ajin se fait plus claire : « Elles grandiront bien ici. » ■

R. M.

(1) Les prénoms ont été changés.

«Les hommes ont travesti la vérité/À telle enseigne que l'ignorant a pris pour prophétie/Fraude et feinte.» Abu Al Ala Al Maarri

## LES HOMMES DU JOUR



### Basel Adra et Yuval Abraham

L'un est palestinien, l'autre, israélien. Les coréalisateurs de *No Other Land* (Pas d'autre terre) ont reçu, en compagnie de Hamdan Ballal et Rachel Szor, l'Oscar du meilleur film documentaire. Sur la scène du Dolby Theater à Los Angeles, les deux hommes ont dénoncé la politique de « nettoyage ethnique » en Cisjordanie. C'est le thème du film, réalisé à Masafer Yatta, où réside la communauté de Basel Adra. Celui-ci a évoqué sa vie et celle des Cisjordaniens, « dans la peur de la violence des colons, de la démolition des maisons et des déplacements forcés ». Puis Yuval Abraham, son « frère », a pointé la responsabilité de « la politique étrangère de ce pays (les États-Unis - NDLR), qui contribue à bloquer cette autre voie », celle d'une solution politique « avec des droits nationaux pour nos deux peuples ». ■

BENJAMIN KÖNIG

## ! C'EST UN SCANDALE

### Cyber-pause pour le Pentagone

Créé en 2011, le Cyber Command, une force de plusieurs milliers d'agents informatiques chargés de la lutte cyber contre la Russie, a annoncé mettre fin aux opérations contre le pays dirigé par Vladimir Poutine. Divulguer ce genre de décisions met en danger de nombreux services, y compris états-uniens... ■

## C'EST UN MONDE

### L'oligarchie dans nos bottes

Volker Türk, haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, dénonce le pouvoir d'un petit nombre d'« oligarques de la tech » : « Ils savent où nous vivons, ce que nous faisons, nos gènes, (...) nos pensées, nos habitudes, nos désirs et nos peurs. » Il ne précise pas de qui il s'agit, mais on devine... ■

## L'œil de Babouse



## LA BONNE NOUVELLE La dynamique de Die Linke confirmée à Hambourg

Une semaine après les 8,7 % obtenus aux législatives, le parti de gauche allemand Die Linke effectue une percée à Hambourg (dans le nord du pays). Avec 11,2 % des suffrages, la formation signe, ce 2 mars, le meilleur résultat jamais obtenu dans la ville-État. Elle est en tête chez les moins de 26 ans. Le bourgmestre, Peter Tschentscher (SPD), se maintient aux affaires en dépit de reculs de plus de 5 points enregistrés par les deux partis de la coalition SPD et Verts sortante. Les inégalités culminent

dans la cité hanséatique où vit un nombre record de millionnaires, alors que 20 % des habitants sont en dessous du seuil de pauvreté. « Nous nous sommes engagés au porte-à-porte contre l'injustice sociale et la flambée des loyers », déclare la tête de liste de Die Linke, Cansu Özdemir. Un succès précieux pour le parti, qui est en opposition frontale avec les désirs de surarmement affichés par le futur chancelier Friedrich Merz (CDU-CSU). ■

BRUNO ODENT

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Speedons** L'événement de streaming caritatif organisé par le créateur de contenu Mister MV avait lieu à Lyon, du jeudi 27 février au dimanche 2 mars. Au terme de 80 heures de direct, retransmises sur la plateforme Twitch, rythmées par les performances incroyables des joueurs et des joueuses terminant les jeux vidéo le plus vite possible, Médecins du monde repart avec la somme totale de 2 231 146 euros.

**Justice** Après avoir été acquittés en première instance en 2022 dans une affaire d'escroquerie, Michel Platini, ancien président de l'UEFA, et son homologue à la Fifa, Sepp Blatter, sont de retour devant les tribunaux. Leur procès en appel s'est ouvert ce lundi 3 mars et durera jusqu'au 25 mars, à Muttenz dans le canton de Bâle en Suisse. *L'Humanité* revient sur cette affaire en quatre questions.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

BRUNO ODENT

## Par la tête

Ce serait un proverbe chinois, bien sûr, comme tous ceux dont on ne sait d'où ils viennent : « *Le poisson pourrit par la tête.* » Lundi, les Échos alertaient, sur une pleine page : « Wall Street commence à douter de l'âge d'or promis par Trump ». Les Bourses américaines, précise le quotidien, « ont plongé dans le rouge en février », et dans ce tableau ce sont « les sept magnifiques », comme on les appelle désormais, qui perdent de leur superbe. Nvidia, Microsoft, Alphabet, Apple, Amazon, Meta et, last but not least, Tesla plus que d'autres avec une baisse de 23 %, soit la bagatelle de 920 milliards de dollars. Le constructeur de voitures électriques serait aussi pénalisé « par les réactions de rejet que suscite le comportement de son patron, Elon Musk ». Faire ami avec Poutine, humilier Zelensky, faire un bras d'honneur à l'Europe, c'est une chose. Couper les crédits de la recherche fondamentale et médicale, interdire dans les textes officiels des termes comme « climat », « égalité », « justice sociale », c'est encore autre chose. Mais Wall Street ? La tête. ■

## COUP DE PROJECTEUR

### Le Bruegel était à Gouda

La mystérieuse affaire datait de plus de cinquante ans... Mais où était donc passé le tableau intitulé *Femme portant des braises* du peintre flamand Pieter Bruegel le Jeune, peint vers 1626 ? La toile ronde de 17 centimètres, volée en 1974 dans le Musée national de Gdańsk, en Pologne, à l'époque soviétique, est longtemps restée introuvable. L'histoire tient du roman d'espionnage, des rumeurs attribuant cette disparition aux services secrets polonais. L'année dernière, lors d'une exposition au musée de Gouda, aux Pays-Bas, un petit tableau détenu par un collectionneur privé attire l'attention de journalistes. Avec l'aide du célèbre détective Arthur Brand, qui fouilla même les bases de données d'Interpol, le doute n'est plus permis. Et le tableau devrait bientôt retrouver les cimaises du musée de Gdańsk.

# À Paris, la gauche face au risque de dispersion

## MUNICIPALES

Le renoncement d'Anne Hidalgo à un troisième mandat a ouvert une guerre de succession dans la capitale, dont la droite espère profiter. Les socialistes et les écologistes passeront par la case primaire.



La maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, avec, de gauche à droite Emmanuel Grégoire (PS), David Belliard (Les Écologistes), Ian Brossat (PCF), le 13 septembre 2023. AMAURY CORNU / HANS LUCAS.

**A**près un quart de siècle à gauche, la mairie de Paris risque-t-elle de basculer à droite ? Dans les rangs du PS, aux manettes de l'Hôtel de Ville depuis 2001, l'hypothèse inquiète. « La couleur politique de la capitale est cruciale, surtout dans un pays où l'extrême droite tape à la porte du pouvoir », cadre Emmanuel

Grégoire, député socialiste et ex-premier adjoint à la mairie de Paris. Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF, qui participe à la coalition de gauche à Paris, ajoute que cette dernière a un bilan à défendre : « C'est une ville socialement mixte, avec 25 % de logements sociaux, mêlée, avec un quart de la population née à l'étranger, écologique, où la place de la voiture et la pollution ont été réduites. »

Mais, depuis qu'Anne Hidalgo a annoncé ne pas briguer de troisième mandat, la majorité est entrée en zone de turbulences. Côté socialiste, Emmanuel Grégoire se dispute le totem de successeur avec le sénateur Rémi Féraud, soutenu par Anne Hidalgo et une majorité des maires d'arrondissement socialistes. L'ancien premier adjoint, qui s'estime être le dauphin naturel, assure avoir avec lui la base militante de la fédération PS parisienne. Cette guerre intestine devrait être réglée par une primaire, à condition de se mettre d'accord sur une date : décalée une première fois au 3 avril, elle devrait être reportée une fois de plus à la suite d'un nouveau bras de fer interne. Rémi Féraud ou Emmanuel Grégoire ? Le duel recouvre plus une guerre d'ego qu'une véritable rupture politique. Les deux rivaux se retrouvent sur les priorités de leurs programmes : logements sociaux, accompagnement du grand

âge et continuation de la transition écologique. « Je rêve d'une ville avec moins de voitures, un Paris plus végétalisé et vert », ambitionne Rémi Féraud, dans la droite ligne des deux mandats Hidalgo.

### LE COUP DE POKER RATÉ DE YANNICK JADOT

Le sénateur socialiste envisage un rapprochement avec Les Écologistes. Ces derniers, membres de la majorité sortante, réfléchissent à une candidature solo, comme en 2020, où ils avaient réalisé 11 % des voix au premier tour (avant de fusionner avec le PS au second). Reste à savoir qui, là encore. Les candidats se multiplient et les chances de s'entre-déchirer aussi. Anne-Claire Boux, Fatoumata Koné, Aminata Niakaté et David Belliard briguent tous les quatre la mairie de Paris. Et, là encore, avec une feuille de route identique ou presque : une ville plus verte, accessible aux plus précaires, notamment pour Anne-Claire Boux, qui propose l'instauration du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans et une mutuelle communale et solidaire. C'était

compter sans Yannick Jadot. Quelques semaines après avoir officialisé sa candidature, le sénateur a écarté l'idée de se plier à une primaire, invitant ses rivaux à se rallier à lui. Peine perdue, malgré le soutien de la secrétaire nationale des Verts, Marine Tondelier. « La demande de Yannick Jadot était maladroite et assez condescendante, dénonce la porte-parole des Écologistes, Aminata Niakaté. Dans le fond, il disait "laissez-moi passer, je suis le seul à avoir les épaules." » Résultat des courses : toutes les candidatures ont été maintenues sauf celle de... Yannick Jadot. Verdict lors d'un vote interne en mars.

Devant toutes ces candidatures, le sénateur communiste Ian Brossat se propose d'être le « candidat de la gauche ». « Il faudra choisir le meilleur candidat, le plus combatif, le plus capable de mener le combat. Je pense que je coche ces cases », assure-t-il. L'ex-adjoint au logement d'Anne Hidalgo entend bien mener la « bataille face à la droite et à l'extrême droite ». Tout en poursuivant le combat des communistes pour le logement social, les épiceries solidaires, l'accès ■■■

**Le communiste  
Ian Brossat  
propose une union  
large, composée  
du PCF, du PS  
et des Écologistes.**

■■■ aux crèches et la municipalisation des cantines scolaires, sans oublier la lutte « anti-Airbnb » et la restriction, voire l'interdiction de la circulation des SUV (pour des raisons écologiques et de sécurité routière). Le tout dans une perspective d'union. Mais avec quel périmètre ?

#### « VOUS NE NOUS AUREZ PAS AVEC VOUS »

Les Écologistes ont beau appeler leurs « partenaires politiques du Nouveau Front populaire (NFP) » à s'allier, la perspective d'une candidature insoumise semble inévitable. La FI, qui siège dans l'opposition à Anne Hidalgo, rejette toute alliance – le nom de Sophia Chikirou circule pour porter les couleurs du mouvement. « Vous ne nous aurez avec vous, ni au premier ni au deuxième tour », a en tout cas lancé Jean-Luc Mélenchon aux socialistes. Rémi Féraud et Emmanuel Grégoire, du reste, sont tous deux tenants de la tendance anti-insoumiste du PS et s'accordent sur leur rejet de la FI et de son fondateur : « Il était une impasse politique, il est devenu une impasse morale », tance Emmanuel Grégoire. Fatoumata Koné, présidente du groupe écologiste au conseil de Paris, s'est fait une raison : « Nous n'allons pas forcer les gens à travailler ensemble et être responsables à leur place. » Ian Brossat envisage, lui, « une primaire ou un accord politique » entre les différentes forces pour éviter le scénario d'une gauche fragmentée. Le coprésident du groupe communiste au conseil de Paris propose une union large, pour « se retrouver tous ensemble avec la majorité municipale composée du PCF, du PS et des Écologistes ». ■

Ces échanges de politesse témoignent aussi du défi que constituent les municipales pour le Nouveau Front populaire, passablement abîmé au fur et à mesure des différences stratégiques entre notamment le PS et la FI. Surtout dans des villes comme Paris, où la gauche est divisée de longue date et où une partie du NFP siège dans l'opposition. De quoi ouvrir un boulevard à la droite ? La ministre de la Culture, Rachida Dati, en rêve, mais ses ambitions pourraient se heurter à celle du nouveau patron de Renaissance, Gabriel Attal. Divisés, LR et macronistes avaient échoué en 2020. Mais rien ne dit qu'ils pourraient aboutir à un accord cette fois-ci, malgré l'émergence du « socle commun » à l'Assemblée nationale. La perspective, en tout cas, inquiète une gauche encore éparsillée. L'écologiste Anne-Claire Boux alerte : « Nous ne sommes plus seulement face à une droite républicaine, il s'agit désormais de la droite de Dati : trumpiste et outrancière. » ■

LÉA PETIT SCALOGNA

**Les études de santé, tant générales que spécifiques aux risques professionnels**, sont focalisées sur l'homme « moyen ». Ainsi, les tableaux des maladies professionnelles sont inadaptés, car ils ont été pensés pour les secteurs des mines, de la chimie ou du BTP. Ils sont largement inadaptés à la réalité du travail féminin, caractérisé par des expositions multiples de faible intensité ou de courte durée, tout au long d'un parcours professionnel, souvent discontinu. De ce fait, il existe une moindre reconnaissance et donc un défaut d'indemnisation.

**Si une baisse globale de 11 % des accidents du travail est constatée entre 2001 et 2019**, elle touche surtout les hommes, alors qu'une hausse de 42 % est constatée chez les femmes. Plus inquiétant : la hausse de 110 % dans les secteurs à prédominance féminine. Par ailleurs, du fait de la gravité des accidents du travail touchant les femmes, ces dernières ont des durées d'arrêt de travail plus longues que les hommes. Les femmes sont aussi davantage touchées par les troubles musculosquelettiques. Ils constituent 88 % des maladies professionnelles et, là encore, le nombre de cas est plus élevé chez les femmes, avec un indice de gravité nettement supérieur à celui

# Une modification du scrutin pleine d'arrière-pensées

Des députés macronistes tentent de réformer la loi Paris-Lyon-Marseille et la façon d'élire les maires des trois grandes villes. La gauche s'inquiète d'un « tripotage » électoral.

**U**n changement de règle à la dernière minute ? Si le calendrier semble relativement serré pour modifier le mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille d'ici aux municipales 2026, quatre députés macronistes (Sylvain Maillard, David Amiel, Olivia Grégoire et Jean Laussucq) s'y attellent. Soutenus par Emmanuel Macron et François Bayrou, ils ont déposé un texte pour en finir avec la loi dite PLM, qui sera débattu le 20 mars à l'Assemblée nationale.

De quoi parle-t-on ? D'une loi élaborée en 1982 par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, qui fixe un mode de scrutin indirect pour les maires de Paris, de Lyon et de Marseille. Les électeurs de ces trois villes votent par secteurs pour élire leurs maires et conseillers municipaux d'arrondissement. Une partie d'entre eux, ensuite, siègent au sein du conseil de la ville, sur le modèle des grands électeurs américains, et élisent le ou la maire.

Les députés macronistes expliquent vouloir en finir avec ce scrutin spécifique pour renouer avec une élection « plus démocratique » où le principe d'*« un*

*electeur égale une voix* » est appliqué. Les maires d'arrondissement seraient conservés et les citoyens seraient appelés à voter deux fois le même jour : pour la liste d'arrondissement et pour celle de la ville. Leur texte introduit également un nouvel article au Code électoral pour que la prime majoritaire appliquée au conseil de Paris et aux conseils municipaux de Lyon et de Marseille soit fixée à 25 % et non plus à 50 %.

#### « FAIRE GAGNER RACHIDA DATI »

La gauche y est farouchement opposée. La maire socialiste sortante de Paris, Anne Hidalgo, y voit une réforme « précipitée et sans fondement » et « un tripotage » électoral. Le maire écologiste de Lyon, Grégoire Doucet, abonde, inquiet d'un calendrier trop rapide et de l'organisation de trois scrutins le même jour (à Lyon s'ajoute l'élection métropolitaine).

« C'est une menace très lourde sur l'échelon de proximité et les compétences des arrondissements (gestion des équipements publics : crèches, espaces verts, plan local d'urbanisme - NDLR). Disjoindre ce vote sera dysfonctionnel sur le plan politique »,

L.P.S.

s'inquiète Emmanuel Grégoire, député parisien et candidat à une primaire socialiste pour la succession d'Anne Hidalgo. Son rival Rémi Féraud, sénateur et ancien maire du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, estime lui aussi « qu'il n'y a pas d'intérêt à une recentralisation du mode de scrutin. Cette réforme est un truc de macronistes qui racontent qu'il y a un problème démocratique. Ils résolvent cela en présidentialisant l'élection ». « Les maires d'arrondissement s'occupent en moyenne de 150 000 habitants, nous tenons à ce système », a tranché le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel. « Ils veulent changer la loi pour faire gagner Rachida Dati », soupire une cadre écologiste. La ministre de la Culture, qui ne cache pas ses ambitions parisiennes, estime qu'elle aurait gagné en 2020 sans la loi PLM.

Mais, chez les élus LR parisiens, la proposition est accueillie tièvement : ils réclament d'être reçus à Matignon avant le débat dans l'Hémicycle. Il faut dire que le timing paraît impossible : le Code électoral interdit normalement toute modification « dans l'année qui précède le premier tour d'un scrutin ». ■

## LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



origine professionnelle pour une aide-soignante du fait de son travail de nuit pendant de nombreuses années. **La pénibilité des professions du secteur sanitaire a d'ailleurs de lourdes conséquences** sur l'état de santé des 80 % de femmes qui les assurent : 20 % des infirmières et 30 % des aides-soignantes arrivent à la retraite avec un taux d'invalidité plus ou moins important. Les infirmières peuvent remercier la ministre Bachelot, qui a supprimé les cinq années de bonification dont elles bénéficiaient pour partir à la retraite dans le meilleur état de santé possible ! Longtemps restées dans l'ombre, les violences sexistes et sexuelles sont fréquentes, notamment dans les métiers de la santé. À cela s'ajoute le fait qu'il n'existe pas de tableau de maladies professionnelles pour la souffrance psychique liée au travail, plus fréquente dans les métiers occupés par des femmes. Les femmes constituent aujourd'hui 49 % de la population active, il est donc urgent de mettre la focale sur celles-ci, qui subissent une double peine en occupant majoritairement les emplois les moins valorisés, tout en subissant une invisibilisation de l'effet sur leur santé de conditions de travail particulièrement pénibles. ■

## Santé des femmes au travail

des hommes. Autre élément à prendre en compte : les femmes sont plus souvent soumises à des horaires atypiques, en particulier dans les emplois peu ou pas qualifiés. Or le travail de nuit est un des facteurs favorisant le cancer le plus fréquent chez la femme : le cancer du sein. Celui-ci ne figure cependant dans aucun tableau des maladies professionnelles alors qu'après une longue action en justice le Conseil d'État vient de reconnaître son



Le président du groupe Ensemble pour la République, au Palais Bourbon, le 3 mars. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

## L'Ukraine, prétexte au fédéralisme européen des macronistes

**DIPLOMATIE** Lors du débat consacré à la guerre, à l'Assemblée nationale lundi, Gabriel Attal a prédit que Kiev « vaincra », invitant, avec le premier ministre, à renforcer l'Union européenne.

**P**our le camp présidentiel, rien ne doit changer dans la politique de la France. Le premier ministre n'a offert, lors du débat qui se tenait lundi à l'Assemblée nationale, aucune perspective de négociation entre la Russie et l'Ukraine. Et ce, malgré le lâchage de cette dernière par Donald Trump, en direct dans le bureau Ovale, le 28 février. « Pour l'honneur de l'Europe, le président Zelensky n'a pas plié et nous pouvons lui manifester de la reconnaissance », a salué François Bayrou, qui a prévu une aide à l'Ukraine, en matière militaire, politique et diplomatique.

« Nous, les Européens, sommes plus forts que nous ne le croyons. Nous nous comportons comme si nous étions faibles », a-t-il déploré, avant de donner des chiffres à l'avantage de l'Europe concernant le PIB, les effectifs militaires, la démographie. « Le monde libre a besoin d'un nouveau leader », après les déclarations de Donald Trump, a estimé Gabriel Attal. « C'est à nous, la France et les nations européennes, de prendre enfin la relève », a lancé le président du groupe Ensemble pour la République, appelant à construire l'indépendance du Vieux Continent, notamment via une relance des dépenses militaires. « L'Ukraine vaincra, l'Europe sera », a-t-il claironné.

De telles déclarations ont permis à l'extrême droite de répliquer en faisant valoir son agenda souverainiste. Marine Le Pen a qualifié de « tromperie » la promesse faite à Kiev d'une intégration future dans l'Union européenne (UE) et dans l'Otan. Elle appelle à une conférence de paix entre nations qui ont intérêt à la pacification de la région, mais pas « les instances supranationales comme l'UE ou l'Otan ».

**« Nous voici dans une situation de dépendance aux États-Unis devenant critique. »**

AURÉLIEN SAINTOUL, DÉPUTÉ  
INSOUmis DES HAUTS-DE-SEINE

À gauche, une vraie ligne de fracture apparaît. Boris Vallaud, chef du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, invite à « investir l'Otan ». « Les socialistes appellent de leur voeu un grand plan stratégique de l'Europe » en matière militaire et industrielle, a-t-il précisé. Pour lui, la dissuasion nucléaire « sera d'évidence un des éléments de la construction d'une sécurité commune européenne ». L'élu PS appuie l'idée de l'envoi de troupes françaises en Ukraine, le moment venu. Pour les Écologistes, la présidente du groupe, Cyrielle Chatelain, a aussi appelé à renforcer le volet militaire de l'UE.

L'insoumis Aurélien Saintoul a en revanche accusé certaines forces politiques, sans les nommer, d'avoir conduit la politique de sécurité de la France dans le mur, en rejoignant le commandement intégré de l'Otan en 2009. « Nous voici dans une situation de dépendance aux États-Unis devenant critique », s'est-il plaint. Le député communiste Jean-Paul Lecoq a, lui, refusé l'augmentation des budgets de la

défense alors que l'argent manque pour les services publics. Il appelle à prendre ses distances avec les États-Unis et à dialoguer, y compris avec la Russie, ce que refusent pour l'heure Emmanuel Macron et le ministre des Affaires étrangères. « On se croirait dans une cour d'école. L'hypothèse d'une troisième guerre mondiale n'est pas un jeu », rappelle-t-il, invitant à la cohérence en faisant respecter le droit international partout, y compris en Palestine et au Sahara occidental. « Il faut obtenir l'arrêt des combats pour organiser une conférence internationale sur la sécurité et la coopération en Europe conduisant à un accord de paix », conclut-il. ■

GAËL DE SANTIS

## Enfin une enquête sur le pire naufrage dans la Manche

**IMMIGRATION** Plus de trois ans après la mort de 31 exilés tentant de rejoindre l'Angleterre, les premières auditions démarrent à Londres.

**C**e lundi 3 mars, outre-Manche, ont débuté les audiences de l'enquête publique diligentée par une commission indépendante, présidée par le juge d'instruction Ross Cranston, concernant le drame du 24 novembre 2021. Cette nuit d'automne, 33 exilés tentant de rejoindre les côtes britanniques à bord d'une embarcation de fortune s'étaient retrouvés en détresse. Bien qu'ils aient lancé plusieurs dizaines d'appels à l'aide en direction des secours maritimes français et britanniques, aucune opération de sauvetage n'a été effectuée. 27 personnes se sont noyées et quatre sont toujours portées disparues.

Seuls deux rescapés peuvent aujourd'hui témoigner de ce qu'il s'est véritablement passé cette nuit-là. « J'aurais préféré qu'ils soient morts », avait déclaré à leur propos, en mai 2023, l'ancien directeur français du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage concerné par les appels au secours. L'un d'eux, Issa Mohammed Omar, doit être entendu ce mardi, il sera suivi par une dizaine de gardes-côtes et de secouristes britanniques, dont la personne chargée, côté anglais, de répondre aux appels de détresse la nuit du drame.

### « UNE AVANCÉE VERS LA VÉRITÉ »

En France, sept militaires et 15 membres présumés d'un réseau de passeurs ont été mis en examen. Mais les autorités françaises n'ont cependant pas souhaité coopérer avec la commission d'enquête britannique qui entendra, jusqu'au 27 mars, au minimum six familles de victimes assistées de leurs avocats. « Plus de trois ans après ce drame, Utopia 56 est soulagée de voir ces audiences enfin se tenir, offrant une avancée vers la vérité et, nous l'espérons, vers la justice », a déclaré Nikolaï Posner, membre du conseil d'administration de l'association solidaire des exilés Utopia 56. « Au-delà des innombrables fautes individuelles mises en évidence dans ce dossier, nous espérons que cette procédure puisse exposer les conséquences d'un système politique mortifère qui stigmatise et déshumanise les personnes en situation de migration, au mépris des vies humaines et d'un cadre de valeurs élémentaires. »

Depuis cette tragédie, la situation dans la Manche n'a pas cessé de s'aggraver. Si les autorités françaises et britanniques collaborent de façon plus étroite, leurs pratiques « n'ont eu pour seul effet que d'accentuer les risques et d'augmenter la mortalité », dénonce, en outre, Utopia 56, rappelant que le nombre de décès de personnes tentant de rejoindre les côtes anglaises ne fait qu'augmenter. En 2024, 79 personnes sont mortes au cours de naufrages dans la Manche. ■

ÉMILIE URBACH

**L**es mandataires judiciaires comptent sur la Semaine nationale de la protection juridique des majeurs pour mettre en lumière leur profession mal connue et confrontée aux défis du vieillissement de la population et de l'affaiblissement des services publics.

#### Qui est concerné par la protection judiciaire des majeurs ?

Aujourd'hui, 1 million de nos concitoyens bénéficient d'une mesure de protection, c'est-à-dire d'une curatelle ou d'une tutelle. De façon schématique, ils sont répartis en trois catégories : ceux qui ont des problématiques liées au vieillissement, donc les maladies neurodégénératives et plus généralement d'affaissement de leurs facultés cognitives ; les personnes atteintes de troubles et de maladies mentales, quel que soit leur âge ; et, enfin, des personnes qui relèvent du handicap, physique ou mental. L'âge moyen de ce public tourne autour de la soixantaine, ce qui montre la prédominance de personnes âgées. À 60 %, ils vivent à domicile et les 40 % restants sont pris en charge par des établissements. En raison du vieillissement de la population, selon une étude réalisée en 2016-2018, leur nombre va doubler d'ici à 2040.

#### Concrètement, quel est le rôle des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) ?

Nous sommes des intervenants sociojudiciaires. Le point de départ de notre mission est une décision de justice qui place la personne sous curatelle ou sous tutelle. Ensuite, nous mettons en œuvre cette mesure de protection, c'est-à-dire que nous

faisons le nécessaire pour que la personne ait ses droits financiers ouverts (RSA, allocation adulte handicapé, APL...). On prépare aussi avec elle son budget et on s'assure qu'elle ait un logement adapté. On échange avec elle sur tous les aspects de sa vie, en fonction de son état et de la mesure de protection. On vérifie aussi que ses droits ne soient pas lésés. Par exemple, si elle hérite, c'est le MJPM qui regarde l'acte de succession, le signe dans l'intérêt de la personne, et s'assure que ses droits soient correctement établis.

#### ENTRETIEN

#### Dans quelle mesure votre travail est affecté par l'affaiblissement des services publics, à commencer par la justice ?

Aujourd'hui, l'État porte une doctrine de « déjudiciarisation », notamment concernant la justice sociale et civile, celle du quotidien, ce qui correspond en réalité à une mise en adéquation des besoins du secteur avec des moyens financiers limités. Nous avons donc été confrontés à une tentative pour sortir le juge du dispositif de protection, mais nous nous sommes battus pour qu'il reste central, parce qu'il est quand même garant de la liberté individuelle. Deuxième difficulté liée aux partenaires de justice, l'allongement des délais, l'encombrement des instances et, depuis la réforme de la carte judiciaire, l'éloignement des tribunaux, problématique pour ce public vulnérable.

Mais la plus grosse difficulté à laquelle nous sommes confrontés dans notre accompagnement est le manque d'offre de soins et de professionnels dans le secteur de la psychiatrie adulte. Tout un public qui devrait bénéficier d'un suivi est en complète déshérence. S'ajoute la difficulté de trouver un médecin traitant. Résultat, quand

nous intervenons, nous sommes souvent confrontés à des situations dégradées. Nous essayons donc de remettre un professionnel de santé dans la boucle, de faire en sorte que la personne puisse accéder à tous les services. Enfin, dernier point sur lequel nous sommes impactés : nous constatons que, quand une mesure de protection est prise, les autres acteurs sociaux, comme l'assistante sociale, se retirent, alors que la personne reste une citoyenne comme les autres.

#### Comment votre travail est-il contrôlé ?

Sur ce sujet, des modifications récentes nous inquiètent. Notre mission est de gérer l'argent des personnes, et, en fin d'année, on fait un bilan et on remplit ce qu'on appelle un compte rendu de gestion. Jusqu'ici, ces documents étaient déposés au tribunal pour vérification.

Mais, en 2019, sous couvert de déjudiciarisation, le législateur a décidé que le juge pourrait demander à un contrôleur externe de faire ce travail. Et, en décembre 2024, un décret du ministère de la Justice a fixé que, désormais, tous les comptes rendus de gestion seraient contrôlés par des opérateurs extérieurs, payés par la personne protégée. C'est très choquant

de faire payer à la personne, dont on a constaté qu'elle ne pouvait pas s'occuper de ses affaires, le contrôle de sa mesure de protection. D'autant qu'il y a un barème qui va toucher tout le monde, quels que soient les revenus. Surtout, en faisant ça, l'État marchandise l'ultravulnérabilité. Il crée un marché, c'est-à-dire qu'il sort une tâche qui relevait de la sphère de la protection publique, pour l'offrir à des opérateurs privés. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HÉLÈNE MAY

# « L'État marchandise l'ultravulnérabilité »

#### Qui est concerné par la protection judiciaire des majeurs ?

Aujourd'hui, 1 million de nos concitoyens bénéficient d'une mesure de protection, c'est-à-dire d'une curatelle ou d'une tutelle. De façon schématique, ils sont répartis en trois catégories : ceux qui ont des problématiques liées au vieillissement, donc les maladies neurodégénératives et plus généralement d'affaissement de leurs facultés cognitives ; les personnes atteintes de troubles et de maladies mentales, quel que soit leur âge ; et, enfin, des personnes qui relèvent du handicap, physique ou mental. L'âge moyen de ce public tourne autour de la soixantaine, ce qui montre la prédominance de personnes âgées. À 60 %, ils vivent à domicile et les 40 % restants sont pris en charge par des établissements. En raison du vieillissement de la population, selon une étude réalisée en 2016-2018, leur nombre va doubler d'ici à 2040.

**SOLIDARITÉ** À l'occasion de cette Semaine nationale de la protection juridique des majeurs, rencontre avec **Ange Finistrosa**, président de la Fédération nationale des associations tutélaires des mandataires judiciaires.

## annonces classées

Passez votre annonce dans **l'Humanité**  
+ **l'Humanité** + [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

### Offre d'emploi



(58 000 habitants – Val-de-Marne), ville en pleine expansion aux portes de Paris, recrute :

#### UN.E COLLABORATEUR.TRICE DE CABINET ET UN.E CHEF.FE DE CABINET

##### 1. Collaborateur.trice de cabinet

Le la collaborateur.trice de cabinet aura pour missions principales :

- Suivre les dossiers prioritaires en lien avec les élus et coordonner leur mise en œuvre.
- Rédiger des supports variés : courriers, notes, éléments de langage, discours, éditos, argumentaires, comptes rendus, synthèses.
- Contribuer à la stratégie de communication, notamment sur les réseaux sociaux, en veillant à la valorisation des actions municipales.
- Organiser des rencontres et des déplacements avec les acteurs clés.

##### 2. Chef.fe de cabinet

Le la chef.fe de cabinet assurera les responsabilités suivantes :

- Piloter et coordonner l'ensemble des activités du cabinet.
- Superviser la stratégie de communication, en particulier sur les médias numériques et réseaux sociaux, pour renforcer la visibilité et la compréhension des projets municipaux.
- Assurer un lien permanent entre le Maire, les élus, les services municipaux et les partenaires extérieurs.
- Garantir le suivi des priorités politiques et accompagner les élus dans leur mission de proximité auprès des habitants.

##### Profils recherchés :

Vous justifiez d'une solide expérience en collectivité territoriale, avec de fortes compétences en communication et une maîtrise avancée des réseaux sociaux (outils, tendances, gestion de communautés, etc.). Vous êtes reconnu.e pour vos capacités d'écoute, d'analyse, de synthèse et pour vos qualités rédactionnelles. Organisé.e, rigoureux.se et réactif.ve, vous savez travailler en équipe et gérer des priorités dans un contexte évolutif. Sensible aux priorités politiques du projet de Villejuif, une connaissance approfondie des enjeux locaux de transition écologique, de mobilité ou de développement économique serait un atout.

Merci d'adresser votre candidature à M. le Maire (CV et lettre de motivation) :

- Par voie postale : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville Esplanade Pierre-Yves Cosnier, 94807 Villejuif cedex
- Par mail : [lemaire@villejuif.fr](mailto:lemaire@villejuif.fr)

**Ain** Blonde Georges 300, Constantin André et Yvette 200, Demencik Séverine 100, Mazellier Raoul 200, Preto Maurice 100, Richard Dominique 100, Rouge Aurélien 20. **Aisne** Brunet Claudine 100, Gobeaut Michel et Marie Pascale 150, Moncourtois Janine 200, Nelaton Robert 400, Pecquery Jacques 200, Renard Jean 40, Sedan Noëlle 50. **Allier** Alexaline Denis 200, Balouzat Gilles et Catherine 60, Boulze Marcel 100, Buttoud Pierre 300, Cappa Josette 100, Chalmin Maurice 150, Dagois André 100, Doidy Jeannine 100, Fevrier Joël 1500, Juan Jean-Marc 100, Kowalyk Noëlle 300, Leclerc Lanoiselee Chantal 500, Lefebvre Michel 100, Magron Noël 50, Mathevet Moliera Monique 100, Morand Alain 250, Romanet Simone 40, Roudier Guy 50, Scaramozzino Joseph 50, Trouchon Josette 100, Wroblewski Françoise 150. **Alpes-de-Haute-Provence** Benvennuti Maurice 20, Bouchet Odile 100, Denier Éliane 1000, Frannicola Antoine 50, Ganzoin M. et Mme 200, Garnier Jean-Louis 150, Gilles Sylvie 200, Gourdin Florence 100, Heurtier Alain 1500, Houdot Evelyne 500, Rocchia Marc 150. **Hautes-Alpes** Gauche Joël 100, Illy Roger 50, Nadal Jacques et Nicole 50, Tamisier Frédéric 100. **Alpes-Maritimes** Amic Gérard 300, Bachetta Jean 100, Bianchini Gilberte 50, Bidaud Annie et Bernard 50, Biocchini André 100, Casagrande Andrée et Marcel 300, Citerneschi Guy 50, Clairet Danielle 300, Fleury Jacques 400, Grac Geneviève 50, Hovnanian Étiennette 100, Joseph Anne-Marie 50, Jouan Ghislaine 30, Laurent Marcel et Paule 500, Loyer Jean Yvon 200, Martinsse Pierre 30, Mayaffre Albine 200, Nativi Martine 100, Priout Danielle 50, Regolo Christian 50, Schellino Étienne 200, Tiberti Alain et Henriette 100, Truchi Michele 300, Valli Georges 15, Vanhoute Catherine 150, Vincent Gérard 60. **Ardèche** Bastide Daniel 200, Belghit Catherine 300, Desimone Victor 150, Hermitte René 150, Issartel Jean-Louis 300, Langlois Andrée 50, Manceau Éliane et Jean-Marie 200, Roche Michelle 100, Rouchouse Jean-Marc 400, Section PCF de Tournon 200, Soton Philippe 100, Stieau Robert 200, Tendil Marc 200, Vallet Bernard 350. **Ardennes** Badre Jean 500, Billard Philippe 50, Dammerey Jean-Claude 100, Perignon Catherine 100. **Ariège** Ba Monique 50, Combes Yeche Marie-Claude 50, Lagarde Huguette 100, Bareille Robert 200, Fontaine Patrick 50, Rouch Élisabeth 20, Laille Germain 100, Lassalle Yvon 100, Lpusniac

## VOS DONS, VOTRE JOURNAL

Michel 50. **Aube** Briand Marie-Jeanne 100, Champagne Bernard 100, Cheikh Fethi 2 000, Doucet Daniel 100, Labbé Régis 320, Philipp Claude 25, Pillot Francis 20, Torelli Jean 200. **Aude** Cathala Yves 150, Faure Marie Louise 50, Frisan Yves 100, Jalbeaud Serge 100, Luque Marcel 20, Mandrau M. et Mme 50, Mill Jean-Pierre 200, Renard Denis 85. **Aveyron** Cabrol Jean-Marie 50, Crespin Monique et Yvan 200, Garcia Jacques 150, Gaubert Georges 200, Gonzales Suzette et Michel 100, Guibert Jacques 120. **Bouches-du-Rhône** Albertini Christian 50, Anselmet Fabien 250, Arnal Jocelyne 200, Augier Alain 100, Azam Jacques 250, Barbier Gérard 80, Biancheri Josette 50, Blondon Denise 50, Busca Alain 150, Caillat Fabrice 100, Calderoni Hervé 50, Canu Annie 250, Carluec Danielle 60, Casedepatx Geniez Andrée 300, Cazorla Marie-José 50, Champion De Pestele Françoise 150, Clavera Gérard et Maria 45, Depouzier Gérard 100, Drilhole Jean-Pierre 40, Ercole Henri 100, Fabris Jacques et Mireille 100, Faraut Marc 250, Figue François 200, Fillat Nadine 50, Garabedian Odette 200, Gillard Régine 200, Girolami Félix 150, Goutorbe Andrée et Jacques 200, Guillot Louis et Roselyne 100, Haidar Manuelle 100, Manca Antoine 100, Manifacier Marguerite 150, Markerian Jean-Paul 100, Mas Claude et Gérald 260, Mension Maurice 100, Molina Mauricette 50, Oger Françoise 150, Oulie M. et Mme 100, Posado Danielle 550, Restier Luc 50, Rodriguez André 50, Roubaud André 50, Silvestre William 100, Soreau Martine 200, Subias Chantal 50, Tamburino René 200, Theron Vincent 100, Thorel Daniele 30, Toffolon Henri 500. **Calvados** Briand François 50, Gezahegn Yacob et Tillard Claude 500, Laine Gisèle 500, Leverrier Gerald 100, Pouteau Huguette 300, Thomain Claudine 40, Touyon François 750, Yver Bernard 100. **Charente** Barraud Hervé 150, Baudout Daniel 100, Blanchon Michel 100, Commin Joël 100, Faye Gérard 50, Feyfant Guy 80, Guitard Alain 100, Laplagne Paulette 100, Lefebvre Jeannine 50, Lucas Geneviève 50,

Moimaux Patrick 50, Rivet Reine 80. **Charente-Maritime** Bazinet Maryse 100, Carmousse-Gissot Michèle 100, Clabaut Jean-Paul 30, Dubois Gertie 400, Gaillard Max 400, Guasch Serge 150, Guyon Didier 15, Nicolas Christian 100, Prevost Maryvonne 150, Ronchin Gilles 200, Toucas Bouteau Christian et Michèle 50, Viaud Madeleine 30. **Cher** Audebrand Dominique 100, Baudon Jean-Claude 280, Brandeho Daniel 50, Convergne Monique 150, Dallet Michele 20, Depoil Claude 180, Domec Alain 250, Druesne Georges 100, Gilbert-Capietto Mariete 100, Lacaud René 500, Lefevre Daniel 200, Letourneau Henri 200, Perrot Remy 50, Pimpaud Martine et Jean 200, Savel Martial 700, Simon Georges 100, Soblahovsky Alain 150. **Corrèze** Caudy Jacques 100, Chabeaux Guy 150, Chalat Nicole 50, Coste Daniel 100, Fumat Patrick 130, Ironside Michaël 15, Julien Michel et Nelly 200, Lagnitre Pierre 100, Laurent André 150, Riviere Claude 400, Soleilhet Paul Michel 20. **Corse-du-Sud** Borelli Paul 100, Dary Jacqueline 100, Hofner Pierre 100, Tramoni Michel 80. **Côte-d'Or** Batier Michel 200, Boinon Jean-Pierre 250, Butin Monique 50, Cardot Jacques 1000, Cathenoz Jean 250, Chevalier Gérard 100, Di Cioccio Jacqueline 100, Ducrot Jean-Jacques 200, Faitot Françoise et Michel 50, Hubert Alain 30, Lacaze Saura 40, Mollo Gene Jean 400, Noirot Daniel 300, Perron Monique 100, Pisi Alain 50, Trzaska Jean 150, Vandenweghe Jean-Paul 100. **Côtes-d'Armor** Alice Max 100, Carvec Annick 100, Corre Marcellle 150, Emery Laurent 50, Geffroy Hélène 50, Jorand Jean-Claude 50, Lachiver Jacqueline 200, Lavigne Michel 20, Le Coupanec Bernard 350, Le Garignon Catherine 50, Le Goic Yvonne 150, Lefebvre Jean-Pierre 50, Menou Jean-Paul 60, Pian Eugene 200, Robin Joëlle 200, Thoraval Michèle 100. **Creuse** Bartaux Christine 250, Leblanc Jean-Pierre 5000, Salanie Paulette 100. **Dordogne** Ador Frederic 30, Camberou Janine 100, Coste Jean-Claude 300, Geraud Marie-Claude 100, Hucher Alain 50, Lachastre

Marie-France 50, Lachaux Jean-Paul et Suzy 100, Lacotte Jean 100, Proudhom Bernard 1800, Rayet Solange 10, Rebiere Christian 100, Sapir Irène 300, Toulisse Maurice 100, Varet Jean-Pierre 100, Zaccaron Monique 200. **Doubs** Delahaye Annie 200. **Drôme** Baeza Richard 100, Barry Georges 300, Bochaton Andrée 50, Boime Hélène 400, Clement Daniel et Patricia 100, Comboroure Denise 1500, Coste Michel 50, Faraut Roger 400, Faresse Robert 100, Guillen Henri 100, Lena Nicole 200, Marie Bernard et Françoise 50, Monira Marc 100, Munnia Maurice 200, Roux Ginette 50, Sertorio Maurice 150, Seyve Brigitte 100, Smietanski Guillaume 660, Terrasse Maurice 200, Tutakowski M. et Mme 100. **Eure** Albertini André 100, Beautier Marie-Clemence 100, Bidault Francois 300, Chambrelan Francis 150, Colletis Anne-Marie et Emmanuel 100, Derrien Pascal 200, Helou Louis 50, Juston Jacqueline 200, Jutel Christian 100, Larmanou Marcel 100, Masson Alain 40, Moignet Nathalie 100, Pinchon Yves 200, Renault Remy 60, Saint Thaurin Denis 100, Sellier Philippe 200. **Eure-et-Loir** Alcher Marc 300, Colly Daniel 600, Fontelle Claude 100, Gallois Gérard et Monique 50, Janci Étienne 100, Ledizet Sylvie 200, Masse Annie-Claude 100, Mimeau Olivier 50, Paul Madeleine 50, Piaud Roger 100, Rimboux Jean-Claude 300, Rousseau Stephane 100, Section PCF Les Trois Vallées 300. **Finistère** Andolfatto Yvette 100, Balliot Gaston 200, Bescou Alain 50, Boucher Yann 100, Brugnon M. et Mme 100, Cariou Jean-Claude 50, Clorennec Yves 50, Delvigne Jacques 50, Demaimay Jean-Pierre 100, Dietrich Jacqueline 170, Dupont Ismaël 300, Fédération PCF Finistère 4000, Fourmond Jean-Paul 30, Gruel Michel 300, Jaillais Jean-François 100, Kergourlay Jean 600, Keruzore Jean-Noël 90, Lallemand Marie-Paule 50, Le Dez Marcel 100, Le Duff Georges 500, Le Moal Perchech Michelle 300, Le Roux Michel 100, Le Roux Michel 250, Lespagnol Michel 200, Lhenoret Ernestine 100, Mahe Jacques 150, Maillot Guy et Maguy 100, Monfort Madeleine 100, Morvan Pierig 100, Nicolas Gilbert 300, Peron Sylvie 100, Pompeuy Denis 400, Prigent Michel 100, Privat Mireille 150, Rannou Jacques 100, Rannou Viviane 50, Reguer Pierre 150, Ricou Hervé 200. **Gard** Allio Jacques 100, André Roger 80, Bastid Christian 50, Bulcourt Michel 200, Calvin Michel 100, Carles Daniel 200, Clary Alain 250, Combernown Claude 20.

Liste arrêtée au 7 février 2025

**Souscription 2025**

**Le prix de la vérité**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT**  €

**NOM / PRÉNOM**

**E-MAIL**

**TÉL.**

**ADRESSE**

**VILLE**  **CODE POSTAL**

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

**DÉFISCALISATION**

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

## EN LUTTE



## EHPAD EN LUTTE

Lundi 3 mars les salariés, syndicat, collectif des familles et comité social d'établissement de la Drôme ont manifesté devant l'Ehpad les Minimes, à Bourg-de-Péage. La CFDT santé sociaux 26/07 a déposé un préavis de grève pour réclamer plus d'effectif.

## GRÈVE AUX CONSERVATOIRES

Depuis trois semaines, les accompagnateurs des conservatoires nationaux de musique et de danse de Paris et de Lyon sont en grève. Ils se sont mobilisés le 3 mars devant le Conservatoire national supérieur de musique de Paris pour réclamer une meilleure rémunération.

## MENACE CHEZ THALES

La direction de Thales Simulation & Training, à Terssac (Tarn), aurait selon la CGT présenté un projet de suppression de 39 emplois sur les 89 que compte le site. Ces postes seraient délocalisés en Roumanie d'ici à 2026, inacceptable pour le syndicat.

# « La sécurité du rail remise en question »

**TRANSPORTS** Le comité central de la SNCF alerte sur les conséquences de la libéralisation du secteur. Alors qu'un colloque est prévu, à Paris, le 11 mars, son secrétaire général, **Alexandre Boyer**, revient sur le sujet.



## ENTRETIEN

**C**e mardi, le comité central du groupe public ferroviaire (CCGF), schématiquement le CSE de la SNCF, dévoile les conclusions d'un audit externe mené par le groupe 3E pour faire la lumière sur la sécurité ferroviaire. « La compétition entre opérateurs publics nationaux n'a pas rencontré le succès escompté par la Commission européenne. (...) Dès lors, il a été concédé d'assouplir des réglementations ayant trait à la sécurité des réseaux ferroviaires », peut-on lire dans le document consulté par l'Humanité. Le CCGF organise un colloque le 11 mars. Son secrétaire général, Alexandre Boyer, revient sur les conséquences de la libéralisation sur les métiers cheminots.

**Dans quel contexte avez-vous commandé ce rapport sur la sécurité ferroviaire ?**

Deux accidents mortels en 2024 : le 6 mars au technicentre de Bischheim, puis le 11 mars sur un chantier en gare de Dijon. L'audit national sur la sécurité découle de ces décès. La demande d'expertise a été validée par les élus des organisations syndicales représentatives (CGT, Unsa, SUD, CFDT). Ce rapport démontre que la libéralisation – et tout ce qu'elle entraîne – fragilise la sécurité du rail telle qu'elle s'est construite en France, avec l'unification des sociétés privées au sein de la SNCF, en 1938, sous l'égide de l'État. Dans l'objectif de créer un espace ferroviaire unique européen, l'harmonisation des



**ALEXANDRE BOYER**  
Secrétaire du comité central du groupe public ferroviaire

règles de sécurité s'effectue désormais à l'échelle continentale. L'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer empêche les pays membres d'être mieux-disants que la réglementation européenne.

**Pour quelles conséquences ?**

Les intervenants se multiplient alors que les procédures étaient, avant la libéralisation, à la charge d'une seule entreprise unifiée, la SNCF. Or, le système ferroviaire est complexe et, dans les faits, les acteurs sont intégrés les uns aux autres dans les schémas de sécurité des personnels et des usagers. Les priorités fixées par les autorités organisatrices (régions, État – NDLR) et la SNCF sont la régularité des trains et le respect des trajectoires financières. Ces logiques prennent sur celles attenant à la sécurité. D'ailleurs, avec les appels d'offres par ligne TER et les filialisations qui en découlent pour y concourir, cette exigence n'est pas présente. Prenons un exemple. L'absence de contrôleur s'est généralisée à l'ensemble des TER. Or, ce corps de métier a une importance pour la sûreté des usagers : fermeture des portes, autorisations de départ... Cela va de pair avec la déshumanisation des gares. C'est vrai aussi pour nombre de métiers où nous sommes passés d'un monométier avec une multi-activité à une mono-activité multimétier.

**Un risque est-il à craindre pour les usagers ?**

Ce n'est pas nous qui remettrons en question la fiabilité du train et de notre travail. Mais, évidemment, nous ne voulons pas d'un nouvel accident, comme à Brétigny (Essonne) en 2013. Ce rapport démontre que la libéralisation du rail, n'ayant pas rencontré le succès escompté par la Commission européenne, s'est dans un second temps concrétisée par un assouplissement de réglementations ayant trait à la sécurité sur les circulations. Or la sécurité était inhérente au travail. Elle doit le redevenir, en étant pleinement intégrée aux gestes du quotidien, grâce notamment à des contenus dans les processus de formation. Nous proposons d'ailleurs un socle de formation de base et commun sur la sécurité. Car les politiques de pression des effectifs amènent inexorablement à des situations de tensions pour les cheminots. Pour preuve : les objectifs de réduction de la masse salariale et d'externalisation ont conduit à la suppression de 3 % de l'effectif de SNCF Réseau, entre 2017 et 2021, dont 9 % du collège exécution. Pour baisser les coûts de production, nous sommes passés d'une maintenance préventive à une maintenance curative. Le parc TGV doit se réduire de 443 rames en 2015 à 309 en 2030. Il y aura certes une plus grande capacité de places au sein des rames. Mais les temps de passage dans les ateliers sont réduits. Le travail de nuit est généralisé pour amortir le coût d'achat d'une rame TGV et satisfaire l'offre de transport.

**« Nous sommes passés d'une maintenance préventive à une maintenance curative. »**

**La fin des embauches au statut a-t-elle un impact sur la sécurité des trains ?**

Cela implique la fin de l'engagement dans une carrière couvrant la totalité d'une vie professionnelle. Or la culture de la sécurité se construit sur un temps long, d'autant plus que la complexité croissante du

**L'AGENDA**



**6 mars** Le tribunal de commerce de Lyon statuera sur l'avenir de Vencorex, usine de chimie iséroise placée en redressement judiciaire, et de ses 350 salariés.

**7 mars** La CGT des cheminots de Périgueux (Dordogne) appelle les salariés à la grève pour obtenir de meilleures conditions de travail et s'opposer à la balkanisation du chemin de fer public.

**8 mars** Journée internationale des droits des femmes avec des mobilisations syndicales prévues dans toute la France. La CGT déploie une campagne « Travail, salaire, retraite : l'égalité n'attend plus ! ».

**20 mars** Les organisations de retraités et la CGT lancent une mobilisation sur tout le territoire pour exiger le développement de notre protection sociale et l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités.



PIERRE GUÉZENEC/REA

système ferroviaire, la fin du monopole, les multiplications des acteurs et les transformations technologiques imposent un effort supplémentaire aux cheminots. Le statut a été supprimé au moment où il aurait constitué un atout majeur pour la sécurité. De plus, la suppression des CHSCT de proximité, qui permettaient des enquêtes au plus près des agents et de mobiliser les élus et responsables d'établissement, en cas de droit de retrait, est un handicap. Ces enquêtes permettaient de déceler des anomalies dans des procédures. Désormais, les CSE sont sur des secteurs plus importants, parfois même nationaux, avec des C2SCT éloignés des collectifs de travail.

**Le rapport démontre que le recours à la sous-traitance a explosé, voyant son budget presque doubler entre 2015 et 2020, au sein du groupe. Les enjeux de sécurité sont-ils sauvegardés ?**

Forcément, l'accroissement des intervenants implique une multiplication des risques. Le rapport de l'École polytechnique de Lausanne pointait déjà cette problématique dès 2005. En 2023, six morts dans les entreprises sous-traitantes sont à dénombrer. Un autre drame est intervenu en janvier à Toulon. Chez SNCF Réseau, la sous-traitance représente jusqu'à 70 % des investissements de développement et rénovation. Désormais, la gestion de l'infrastructure peut être confiée à des entreprises privées, comme sur la ligne Nancy-Contrexéville ou celles du nouvel atelier à Villeneuve-Saint-Georges. Le dumping social est le carburant de la concurrence : les effectifs tendus, voire le sous-effectif, entraînent des dégradations des conditions d'exercice du travail en sécurité, qui se rajoutent au renvoi des responsabilités et compétences entre tous les intervenants. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NAÏM SAKHI

## À Bercy, deux comités Théodule pour le prix d'un

**COMPTES PUBLICS** Pour éviter les erreurs de prévision qui ont amené aux dérapages budgétaires il y a un an, Éric Lombard et Amélie de Montchalin ont dévoilé, ce lundi, un plan qui crée des instances consultatives à tour de bras.

**L**ors de sa déclaration de politique générale mi-janvier, François Bayrou promettait de débureaucratiser les administrations publiques pour plus d'efficacité et un moindre coût. Message reçu cinq sur cinq par ses ministres de Bercy. Pour ne plus voir les comptes publics déraper et les déficits publics s'en-voler, comme le gouvernement Attal-Le Maire l'a expérimenté fin 2023 début 2024, Éric Lombard et Amélie de Montchalin ont annoncé lundi avoir trouvé la solution : la création de non pas un comité Théodule, mais deux.

Le ministre de l'Économie et sa collègue aux Comptes publics ne font pas que reprendre l'idée du « comité scientifique » inventée il y a quatre mois par leurs prédécesseurs Antoine Armand et Laurent Saint-Martin. Rappelons que ce comité scientifique, dont personne n'a encore vu le moindre des travaux, était composé de neuf experts « indépendants » et de haute volée chargé d'aider le gouvernement à améliorer ses prévisions budgétaires ainsi que son suivi de l'évolution des comptes publics.

Ce coup-ci, Éric Lombard et Amélie de Montchalin amplifient ce concept digne des Shadoks.

Pour tenir l'objectif d'un déficit à 5,4 % du PIB pour 2025, après 6 % environ l'an dernier, et pousser à un retour sous les 3 % en 2029, un « comité d'alerte » va être créé. Ce comité regroupera, autour des ministres, des représentants des commissions des Finances et des Affaires sociales des deux Chambres, de la Sécurité sociale, des collectivités territoriales, d'opérateurs de l'État et de la Cour des comptes. Il se réunira trois fois par an (premier rendez-vous début avril) pour établir « la transparence » sur les comptes, « pour dire là où on en est et améliorer le suivi infra-annuel des dépenses de l'État, des dépenses sociales, notamment des établissements de santé, et locales », explique Amélie de Montchalin.

### PROJECTIONS SUR 25 ANS

Et comme un comité ne suffisait pas, un « cercle des prévisionnistes » s'y ajoute. Il sera composé, dixit Éric Lombard, de « sachants de la place de Paris », soit nos neuf du comité scientifique mort-né, de représentants de la Cour des comptes, dont son premier président, Pierre Moscovici, lui-même aussi président du Haut Conseil des finances publiques, et de représentants de France

Stratégie. À lui la tâche d'examiner la pertinence des hypothèses macroéconomiques (prévisions sur les taux de croissance, d'inflation, d'emploi et de chômage), ainsi que le « tendanciel ». « Que se passe-t-il si on ne change rien aux dépenses sociales, aux recettes fiscales... ? » explicite Amélie de Montchalin, qui promet aussi des projections sur vingt-cinq ans : « Sans perspective à moyen terme sur la retraite, la défense, la transition écologique, la décision politique est plus difficile. »

Ces deux comités Théodule peuvent avoir deux vertus aux yeux des actuels locataires de Bercy. D'une part, ils donnent des gages à l'agence de notation S&P, qui a conservé vendredi sa note AA- pour la France, tout en l'assortissant d'une perspective « négative », du fait du « soutien politique inégal à la consolidation budgétaire » et du caractère « temporaire » des mesures visant à réduire le déficit. D'autre part, ces comités sont chargés d'établir « un constat commun » sur les comptes publics. De telle sorte que les choix politiques du gouvernement feront résonner à nouveau le « il n'y a pas d'alternative », cher à Margaret Thatcher. ■

STÉPHANE GUÉRARD



Les locataires de Bercy, Amélie de Montchalin et Éric Lombard.  
ÉRIC TSCHAEN/REA

# À Tunis, Kaïs Saïed orchestre une opération de terreur



Manifestation dans les rues de Tunis, le 14 janvier, date anniversaire

**LIBERTÉS** Alors que s'ouvre le procès de l'affaire dite du « complot contre la sûreté de l'État » en Tunisie, des figures de la société civile dénoncent une manœuvre du président pour étouffer l'opposition.

Le récit de complot présumé aurait été bâti sur des « témoignages anonymes et des ouï-dire » accusant les inculpés d'avoir été en contact avant le début de l'affaire – une version qu'ils contestent – et évoquant des complots avec des diplomates étrangers, rappelle l'avocat Brahim Belghith.

Privés de tout espace de contestation, les médias n'étaient pas autorisés à couvrir l'affaire avant l'audience. Une interdiction à laquelle est soustrait le chroniqueur Riadh Jrad, proche du pouvoir, qui a relayé dans une émission le récit complotiste du président, avec, à l'appui, un « grand reportage » dévoilant en exclusivité les « casseroles » des accusés. Cette nouvelle tentative d'alimenter les théories du complot contre les ennemis de l'État – ainsi que les accusations d'ingérences étrangères qui se comptent dorénavant par dizaines – sert les autorités en pleine crise économique et sociale.

**Privés de tout espace de contestation, les médias n'ont pas été autorisés à couvrir l'affaire avant l'audience.**

« L'assassinat de la société civile avec prémeditation » est en ordre de marche depuis le coup de force du 25 juillet 2021, fustige Anne Savinel-Barras, présidente d'Amnesty International France. La politique de licenciement et de révocation d'une soixantaine de juges qui a suivi la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi que les déclarations du président tunisien considérées comme des ingérences flagrantes

**S**i la symbolique est forte, le danger l'est tout autant. Ce lundi 3 mars, au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris, la même salle qui avait accueilli des défenseurs des droits humains la veille du départ de Ben Ali en janvier 2011 rassemble à nouveau des représentants de la société civile tunisienne. Cette fois, ils dénoncent un autre péril : le « musellement » et « l'humiliation » orchestrés par son successeur, Kaïs Saïed, contre l'opposition dans l'affaire dite du « complot contre la sûreté de l'État » qui s'ouvre aujourd'hui.

Quarante accusés – responsables politiques, avocats, hommes d'affaires, activistes et figures médiatiques – comparaissent devant la chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis. Pour Kamel Jendoubi, président du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, c'est une « illustration tragique de l'oppression des autorités », un « climat de peur, voire de terreur, qui étouffe la société civile et restreint l'espace civique tunisien ». Qualifiés de « terroristes » par le président Kaïs Saïed lors d'une allocution le 14 février 2023, sept d'entre eux croupissent en prison depuis des arrestations qualifiées d'arbitraires par les défenseurs des droits humains. Les interpellations en série ont débuté le 11 février 2023, avec la volonté de

dissuader toute contestation du régime, sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Les chefs d'accusation – « adhésion à une entente terroriste », « tentative de commission d'attentats », « offense au chef de l'État », « atteinte à la sûreté interne de l'État » – sont qualifiés de « fabulations » par Mustapha Kamel Nabli, candidat à la présidence de la République en 2014, ancien gouverneur de la Banque centrale de Tunisie de 2011 à 2012 et accusé numéro 28... L'absence de lien entre ces accusations et les faits est également soulignée par la blogueuse Kaouther Daassi, qui évoque l'impact dévastateur de cette affaire sur sa vie personnelle, sa dépression et son incapacité à rentrer à Tunis.

## EN L'ABSENCE DES ACCUSÉS

Autre critique des avocats de la défense : les accusés comparaîtront par visioconférence. La première audience qui s'ouvre aujourd'hui se tiendra donc sans leur présence physique au tribunal, une décision justifiée par des préoccupations de sécurité, en raison de la « gravité de l'affaire et de l'identité des inculpés ». Cette condition de procès est « inacceptable » selon les défenseurs des droits humains, qui réclament un procès public et équitable. Zyna Mejri, fondatrice de la plateforme d'investigation Falso, considère cette décision « illégale et abusive », visant à dissimuler un dossier vide de preuves.



de la fuite du président Ben Ali. CHEDLY BEN IBRAHIM/NURPHOTO/AFP

brouillent la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire. Le juge d'instruction chargé de l'affaire « du complot contre la sûreté de l'État » a lui-même quitté le pays, avant qu'un mandat d'arrêt international n'ait été émis contre lui. Ces polémiques alimentent les craintes pour certains accusés, dont les charges sont passibles de la perpétuité, voire de la peine capitale. ■

MARIE PENIN

« Hypocratie », « patrimonialisme », « oligarchie technocésariste », « ordre autoritaire »... Pendant que les politologues cherchent à qualifier le régime mis en place par Trump et Musk, moi j'ai l'impression qu'il est l'heure de sonner la fin de la récréation et qu'on envoie en punition ces adolescents insupportables qui jouent à se la mesurer en humiliant et en bizarant les autres enfants. L'avocate et autrice américaine Jill Filipovic écrit que « Trump est un président adolescent, entouré par des adolescents larbins, célébré dans ce rôle par des hommes ados ». Frisson du risque, absence de limites, désinhibition... sont caractéristiques de cette étape du développement du cerveau, normal à l'adolescence, pathologique ensuite.

**Il n'y a pas de quoi être surpris pourtant. Il n'est pas illogique qu'un homme accusé** de multiples agressions sexuelles, insultant les femmes sans vergogne, qui est un masculiniste primaire, excité par le pouvoir et la domination, gouverne selon ces mêmes données. La différence avec son premier mandat, c'est qu'il semble n'y avoir plus aucune limite. Grâce à la toute-puissance économique

## REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



JULIEN JAUIN/HANS LUCAS

### La cour de récréation

et technologique de son nouveau meilleur ami (dont le 14<sup>e</sup> enfant vient de naître !) et l'effet d'influence, bien connu des spécialistes des bandes (et des parents d'adolescents), la désinhibition est totale. Sauf que les voitures électriques qui leur servent de jouets, les Tesla du petit Elon, ont besoin de métaux rares pour rouler et que, pour ça, il faut racketter un autre pays, l'Ukraine bientôt, le Congo déjà (oui, oui, nous aussi nous avons les mains sales). Parce que, évidemment, au-delà de

la consternation qui a saisi le monde en visionnant les images de la conférence de presse la plus ahurissante de l'histoire, le scénario était prévisible.

C'est un nouveau chapitre de l'impérialisme et du capitalisme. Ces autorités, une poignée d'hommes en fait, travaillent de concert pour désinformer, surveiller et contrôler les sociétés civiles, déstabiliser, sinon détruire, les structures démocratiques qui les ralentissent dans leur fantasme de richesse et de domination totales, sur les citoyens, le monde vivant, la planète et même l'espace. Et c'est pour cela que le mouvement Black Lives Matter était un mouvement de libération pour tous. C'est ce que les activistes se sont évertués à nous dire : les politiques de surveillance, de répression, de coercition, d'incarcération de masse des Africains-Américains sont un danger pour tous. La répression des manifestations de soutien à la Palestine sur les campus américains l'année dernière a été une étape déterminante dans la silenciation actuelle des oppositions et la fragilisation des droits fondamentaux comme la liberté d'expression. ■



En 2022, le Parlement européen statuait sur le salaire minimum.

ROBERT GUILLOUZ/EP

# L'étude qui prouve l'aspiration à une Europe sociale

**DROITS** Alors que l'Union européenne s'apprête à changer sa législation sur les marchés publics, un sondage du syndicat Uni Europa montre que l'opinion publique est favorable à ce que les nouvelles règles favorisent la négociation collective.

**L**a commande publique peut être un levier pour améliorer les conditions de travail. Uni Europa, syndicat européen des services publics, publie ce mardi 4 mars les résultats d'un sondage dans six pays européens qui montre que l'opinion publique du continent penche dans ce sens. 65 % des personnes interrogées en Allemagne, Espagne, France, Irlande, Pologne et République tchèque souhaitent que les marchés publics soient attribués en fonction de la qualité, de critères écologiques et sociaux. 46,5 % estiment que les salaires et conditions de travail constituent une priorité et justifient un prix plus élevé. Alors qu'en Europe toutes les entreprises ne sont pas couvertes, comme en France, par une convention collective, 72 % des personnes interrogées pensent qu'il faut donner la priorité aux firmes qui en ont conclu une.

« Nous observons en Europe une baisse de la couverture des salariés par la négociation collective », déplore Oliver Roethig, secrétaire d'Uni Europa. Cette couverture est faible dans les pays de l'Est « et diminue beaucoup en Allemagne, et même dans les pays d'Europe du Nord ». En 2022, prenant la mesure

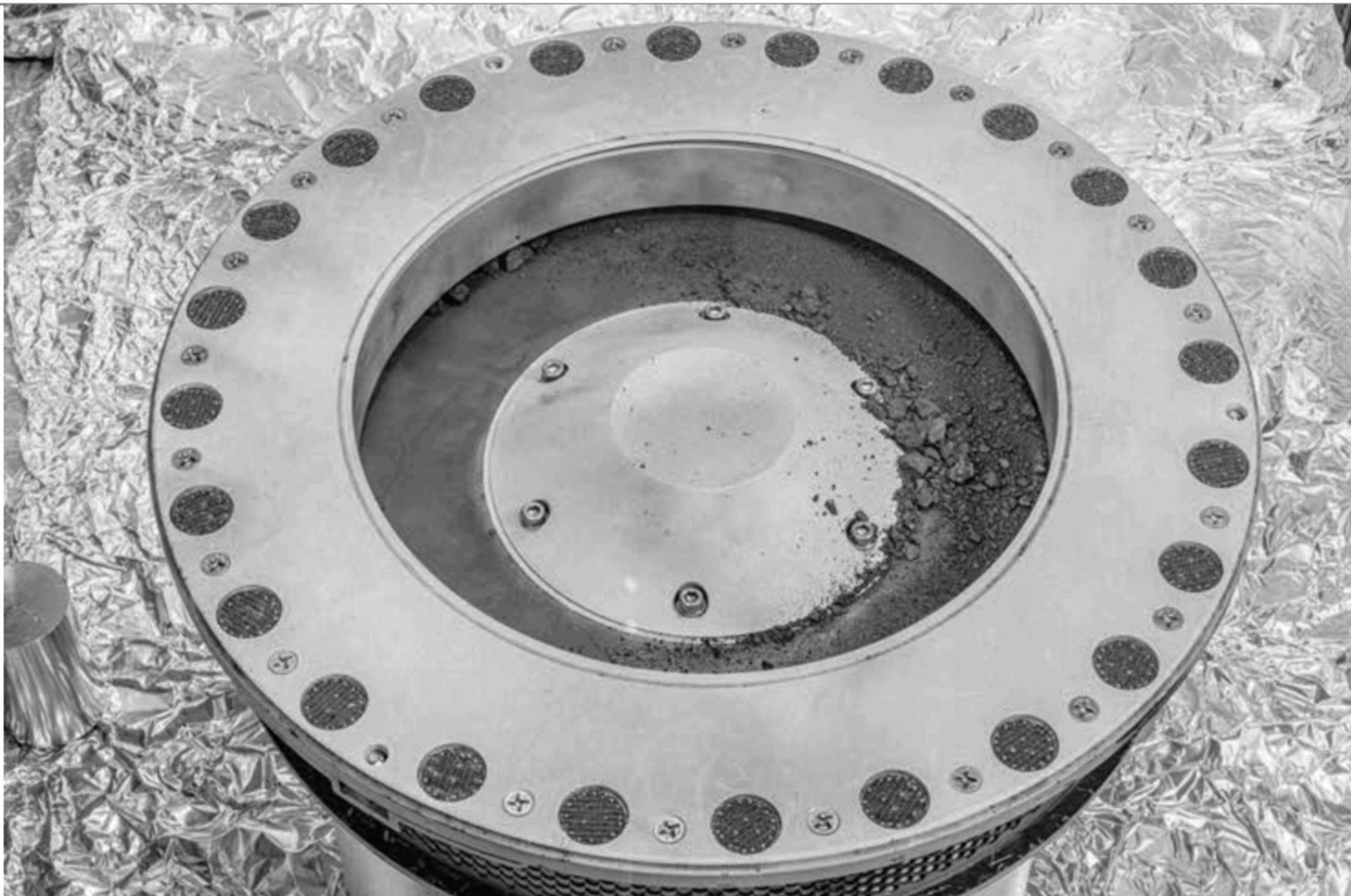
du phénomène, le Parlement européen a adopté une directive sur le salaire minimum visant à étendre la couverture de la négociation collective.

Uni Europa souhaite que le levier de la commande publique soit activé pour, selon les mots d'Oliver Roethig « que l'argent du contribuable soit utilisé pour promouvoir les bonnes entreprises ». Aujourd'hui, 50 % des marchés sont attribués en fonction du seul prix le plus bas. « Les règles européennes qui permettent aux contrats publics d'être attribués en fonction du prix le plus bas entraînent une course vers le bas et doivent être drastiquement changées, estime

Hanna Gedda, députée européenne du Parti de gauche de Suède. Nous voulons que cesse la pratique qui fait que l'argent du contribuable finance le dumping social. »

La Commission européenne doit bientôt présenter un rapport sur la commande publique, en vue d'une évolution de la législation. Aussi l'Uninet en avance plusieurs mesures qu'elle souhaite voir adoptées : lever les obstacles qui font qu'une collectivité locale puisse être condamnée si elle ne choisit pas l'offre au meilleur prix et l'exclusion des marchés publics des entreprises qui refusent la négociation collective. ■

GAËL DE SANTIS



Ci-contre,  
le collecteur  
de la sonde  
Osiris-Rex avec  
les 121 grammes  
de roche et  
poussière noire  
stellaires.  
HANDOUT/NASA/AFP

À droite, fragment  
de l'astéroïde  
de la taille  
d'un gravillon,  
exposé Washington.  
OLIVIER DOULIERY/AFP

# L'astéroïde Bénou, un messager de la vie terrestre ?

**ASTROPHYSIQUE** Deux études de la prestigieuse revue *Nature* révèlent que les échantillons rapportés par la sonde spatiale Osiris-Rex contiennent des traces d'eau et des molécules organiques. Ces découvertes sont une « avancée majeure » dans la compréhension du Système solaire.

**R**etour en arrière. En 2016, la Nasa lance une sonde spatiale, Osiris-Rex, pour analyser un astéroïde de type B, riche en carbone et en minéraux argileux hydratés, situé à environ 320 millions de kilomètres de la Terre. Cet astéroïde de quelque 525 mètres de diamètre, découvert en 1999, est nommé Bénou (Bennu en anglais) d'après le nom d'un oiseau de la mythologie égyptienne. En octobre 2020, le vaisseau spatial Osiris-Rex se pose à la surface de Bénou et, à l'aide de son bras robotique, il collecte des poussières et des échantillons du sol, avant de les rapporter sur Terre.

Après un périple de plus de 6 milliards de kilomètres, la capsule contenant les échantillons est récupérée dans le désert de l'Utah, aux États-Unis, en septembre 2023. Tout ça pour ramener 121 grammes de poussière noire ! En fait, c'est un véritable trésor qui est aussitôt partagé avec des scientifiques du monde entier pour étudier les matériaux prélevés sur Bénou.

Neuf ans après l'envol d'Osiris, les premiers résultats viennent d'être livrés dans deux études réalisées par des équipes internationales. L'une, consacrée à la chimie minérale, est publiée dans la revue *Nature*, et l'autre traite, dans *Nature Astronomy*, de la chimie organique révélée par les échantillons de Bénou. Et les deux convergent vers une découverte essentielle : « La mission Osiris-Rex représente une avancée scientifique majeure dans notre compréhension du système solaire et de l'origine de la vie, commente Guy Libourel, cosmochimiste, professeur à l'université Côte d'Azur et coauteur de l'article de *Nature*. L'analyse de ces échantillons offre des perspectives uniques sur la composition des astéroïdes les plus primitifs et sur les processus qui ont façonné notre Système solaire. »

## PRÉSERVÉS DE TOUTE CONTAMINATION TERRESTRE

En effet, les astéroïdes permettent de remonter le temps et de préciser l'évolution du système solaire primitif, il y a environ 4,5 milliards d'années, car leurs composants minéraux et organiques renseignent sur la température, la pression et la présence éventuelle d'eau.



Pour livrer leurs secrets, les débris de Bénou ont été minutieusement préservés de toute contamination physique ou chimique terrestre. Certains de leurs composants sont très fragiles, notamment les sels, qui se dégradent au contact de notre atmosphère. « Les échantillons prélevés ont permis d'étudier l'astromatériau carboné vierge, insistent les auteurs de l'article de *Nature Astronomy*, sans exposition incontrôlée à la biosphère terrestre. »

Les deux études révèlent que Bénou est riche en sels et en composés organiques dont la combinaison pourrait constituer des briques de la vie sur Terre. En effet, à l'intérieur des particules de poussière, se trouvent de minuscules cristaux de minéraux salins, des carbonates, des phosphates, des sulfates, des chlorures et des fluorures de sodium, qui, sur Terre, accélèrent les réactions chimiques permettant l'émergence de la vie. Les analyses ont mis en évidence une altération aqueuse

### Cette « analyse offre des perspectives uniques sur la composition des astres les plus primitifs ».

GUY LIBOUREL, COAUTEUR DE L'ARTICLE DE NATURE

omniprésente sur Bénou, astre qui est un amas de débris formé au cours des 65 derniers millions d'années. Cette métamorphose ne s'est pas produite sur lui, mais sur son astéroïde parent plus grand, dont il est issu, et datant du début du Système solaire. Pour procéder aux analyses minéralogiques, l'équipe de scientifiques du CNRS et de l'université Côte d'Azur a utilisé des techniques avancées comme la cathodoluminescence, « un phénomène optique, raconte Guy Libourel, qui se produit lorsqu'un matériau est bombardé par un faisceau d'électrons, entraînant l'émission de lumière. L'analyse des différentes longueurs d'onde des photons émis fournit des informations chimiques et structurales très précises, révélant des variations infimes que d'autres techniques microscopiques ne permettent pas de détecter ». ■

#### LA PRÉSENCE DE COMPOSANTS ESSENTIELS D'ADN

Quant aux éléments organiques retrouvés sur Bénou, ils comprennent des milliers de molécules différentes contenant du carbone, de l'hydrogène, de l'oxygène et de l'azote. Parmi elles, se trouvent 14 des 20 acides aminés nécessaires à la vie terrestre. « Nos collègues chimistes organiciens, précise Guy Libourel, ont révélé la présence d'une riche diversité de molécules organiques dispersée dans les échantillons de Bennu, comme de nombreux acides aminés essentiels à la vie, ainsi que les cinq nucléobases fondamentales – adénine, guanine, cytosine, thymine et uracile –, des composants essentiels de l'ADN et de l'ARN. »

Dès lors se pose la question majeure : est-ce que les saumures ont fourni un environnement favorable à l'apparition des molécules organiques et à l'assemblage d'éléments constitutifs de la vie ? Si l'on associe « la présence de composés organiques complexes à la « séquence évaporitique » (mélange de minéraux et de sel produisant des éléments chimiques à la source d'acides aminés – NDRL) et à des minéraux argileux et carbonatés, cela fait de Bennu un candidat prometteur pour l'étude de l'origine de la vie », explique Guy Libourel. Cette découverte semble confirmer l'hypothèse selon laquelle les astéroïdes ont pu livrer, en s'écrasant sur la Terre il y a des milliards d'années, les ingrédients du vivant. Mais, attention, met en garde le cosmochimiste : « S'il est possible que des impacts d'astéroïdes sur la Terre primitive aient apporté ces éléments, créant ainsi les conditions favorables à l'émergence de la vie, il est toutefois impossible d'affirmer à l'heure actuelle que les astéroïdes sont à l'origine de la vie sur Terre. » ■

ANNA MUSSO

Guy Libourel, cosmochimiste, présente la cathodoluminescence, un phénomène optique utilisé pour l'analyse des minéraux de Bennu.

### « Notre expertise est mondialement reconnue »

**L**a technique de la cathodoluminescence permet d'accéder aux conditions de formation de diverses phases minérales et ainsi de préciser la dynamique interne et les circulations fluides régnant dans l'astéroïde-parent de Bennu. Nous avons montré, par exemple, que la cristallisation de la dolomite, un minéral carbonaté présent dans quasiment tous les échantillons de Bennu, permettait de préciser la composition de la saumure à partir de laquelle elle précipitait, ainsi que les conditions de température et de pH (potentiel hydrogène : il représente la mesure de l'acidité ou de l'alcalinité en chimie d'une solution ou d'un milieu – NDRL). La cathodoluminescence est une technique clé dans l'analyse minéralogique de ces échantillons à haute valeur scientifique. Notre expertise est d'ailleurs reconnue par la communauté scientifique internationale, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, où plusieurs équipes ont sollicité notre collaboration pour analyser leurs propres échantillons par cathodoluminescence. Après avoir analysé des grains micrométriques, nous travaillons maintenant sur des fragments de roche qui devraient nous en apprendre encore plus sur l'histoire la plus ancienne de Bennu. » ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR A. M.

Sur Humanité.fr

Retrouvez sur notre site l'intégralité de notre entretien avec Guy Libourel.

**Éclipsé par un tapis de bombes médiatiques comme l'obsène rêve bling-bling** « Trump Gaza Number One », le deal extorqué à l'Ukraine façon impôt mafieux, ou encore la guerre économique déclarée à presque toute la planète, un décret du président des États-Unis daté du 18 février 2025 n'a guère attiré de commentaires internationaux. Il aurait pu. Intitulé « Assurer la responsabilité de tous les organismes », il permet au président, selon sa propre communication officielle, de « passer la bride aux agences indépendantes ». En clair, Trump force toutes les agences indépendantes à lui soumettre leurs avis avant publication, suivre les objectifs qu'il leur impose, et se conformer à son interprétation des lois et règlements. En clair, les agences indépendantes ne sont plus indépendantes mais inféodées à la Maison-Blanche. **Est-ce constitutionnel ? Les spécialistes en débattent ; et si ce débat remonte à la très réactionnaire Cour suprême** (dont un tiers des membres a été nommé par Trump lui-même, et un autre tiers par George W. Bush), on peut parier sur leur décision. En tout cas, c'est comode : prenez la respectable Agence de protection de



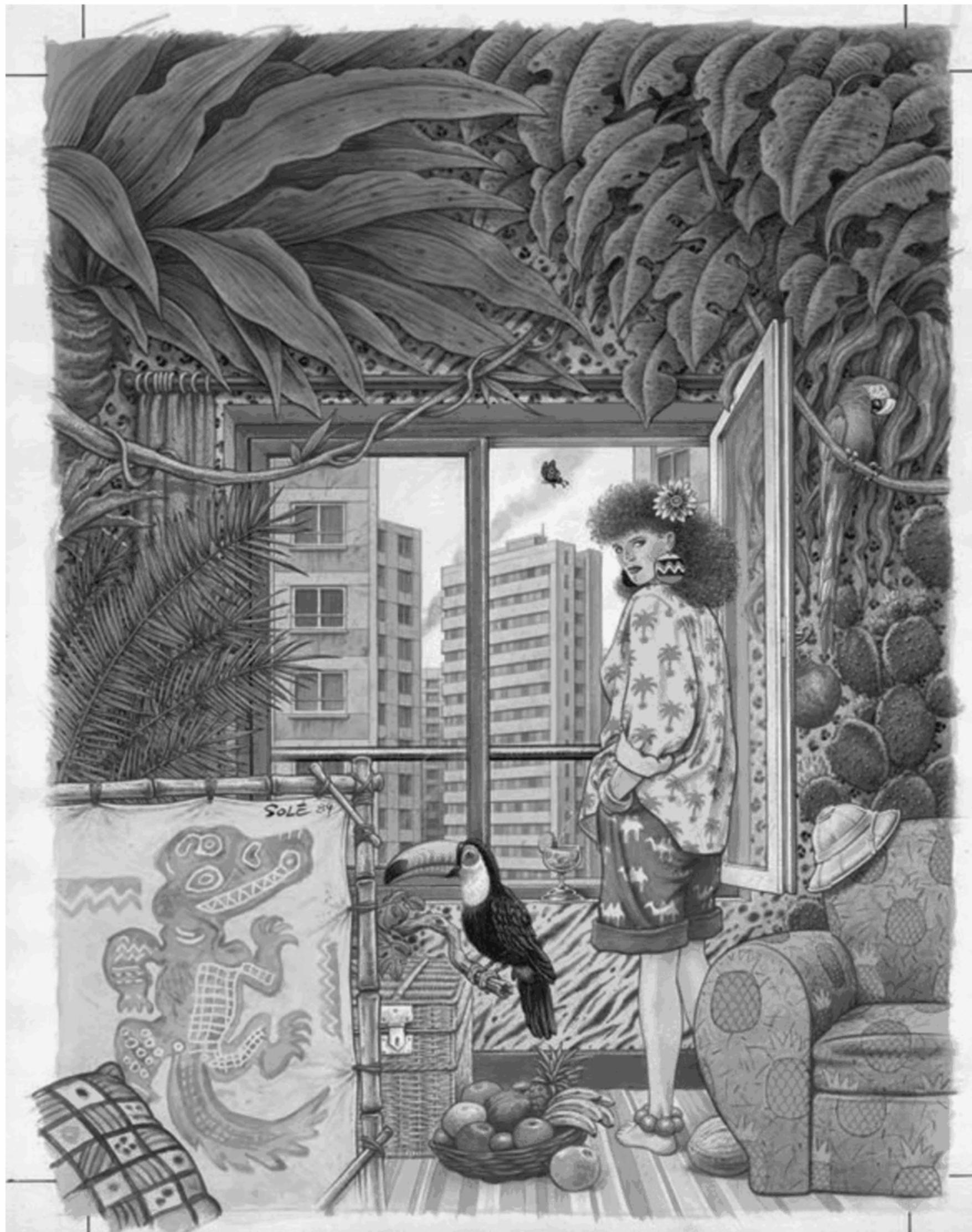
### LA CHRONIQUE MATHÉMATIQUE DE CÉDRIC VILLANI

## Le cauchemar de Kurt Gödel

l'environnement, fondée en 1970 pour protéger citoyens et environnement américains après le scandale de la pollution à l'insecticide DDT révélé par Rachel Carson et son *Printemps silencieux*. Eh bien, désormais, c'est le président qui décidera comment l'agence évaluera l'impact environnemental de la politique du président. Adieu contre-pouvoirs !

Au mathématicien que je suis, cela évoque furieusement la « Faille de Gödel », d'après Kurt Gödel, le plus grand logicien du XX<sup>e</sup> siècle, celui du révolutionnaire théorème d'incomplétude selon lequel dans toute théorie mathématique il est des énoncés vrais mais indémontrables. Quand Gödel, entouré de ses proches amis de Princeton, Albert Einstein et Oskar Morgenstern, passa son entretien de naturalisation devant le juge, il déclara que son Autriche natale était légalement devenue dictature via une faille de sa Constitution ; le juge nota que cela n'était pas possible aux États-Unis ; et Gödel répondit que si, qu'il avait découvert une telle faille aussi dans la Constitution américaine – « et je peux le prouver » ! Mais le juge déclina, et les juristes continuent de spéculer sur cette faille logique décelée par Gödel.

**Finalement, Trump, dont il est permis de penser qu'il est bien moins calé en mathématique que Gödel**, est en train d'ouvrir une voie vers le totalitarisme qui sur le court terme semble tout aussi efficace : s'arroger le pouvoir d'évaluation, après avoir saisi ceux de l'information et de l'exécution à coups de dollars et de force médiatique. ■



La Banlieue (1984), planche de Jean Solé.

**EXPOSITION** Dans l'ancienne usine des Chanteraines, à Gennevilliers, occasion est donnée d'admirer 250 œuvres issues des collections publiques municipales. À la découverte de l'impressionnisme jusqu'au street art.

**U**n voyage à travers le temps et ces villes qui ont poussé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de l'autre côté des fortifications, comme on disait au temps jadis, de la zone, au siècle dernier, et aujourd'hui, du périphérique. Si près, si loin de Paris, et pourtant, qui sait combien ces villages, ces bourgs, ces villes et ces cités ont accueilli et accueillent encore d'artistes? L'exposition « Trésors de banlieues » permet de mesurer la richesse, la créativité, l'émulation artistique qui traversent de part en part la banlieue. Des impressionnistes aux graffeurs d'aujourd'hui, des artistes de toutes les avant-gardes aux inventeurs géniaux Géo Trouvetou, des musiciens classiques aux bidouilleurs de l'électroacoustique, la banlieue se révèle un lieu de créativité infini. Initiée par l'association Académie de banlieue, en partenariat avec la ville de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), mais aussi plus de 70 villes de cette immense couronne qui encercle Paris, cette exposition est l'occasion d'inventorier, répertorier, expertiser tous ces trésors issus de collections publiques, dont certains, parfois, dorment à l'abri des regards.

Voici donc la deuxième édition de « Trésors de banlieues », sous-titrée « Couronnes d'humanité », cette fois-ci non plus

# «Trésors de banlieues», récits d'humanité

dans les halles de Gennevilliers, mais dans l'ancienne usine des Chanteraines. Dans cet immense hangar, la scénographie imaginée par le collectif Au fond à gauche (Guillaume Lanneau et Bruno Charzat) permet au visiteur de déambuler en toute liberté d'un espace à l'autre, de traverser le temps et les époques sans accroc. Chaque œuvre – tableaux, sculptures, céramiques, affiches, planches de bandes dessinées, gravures, manèges, bateaux et autres objets industriels – est mise en valeur sans chichi mais avec brio et audace. Dans des espaces conçus sur mesure ou de grands pans de murs en spirale, tableaux et sculptures semblent naturellement trouver leur place. Onze espaces thématiques permettent une immersion dans un parcours plus artistique que chronologique qui démultiplie, ainsi conjugués, les entrées. Noël Coret, commissaire de cet événement, avait déjà piloté la première édition en 2019. On retrouve chez lui la passion, l'ambition qui l'anime de dévoiler au plus grand nombre des richesses artistiques dont la banlieue est le terrreau. Pour lui, « Trésors de banlieues » n'entend pas rivaliser avec les grandes institutions muséales. Son ambition est ailleurs, dans « l'écriture d'un récit pluridisciplinaire et universel, là où s'entremêlent les histoires collectives et individuelles ».

#### **C'EST DANS CETTE MÊME USINE QUE DES COMPAGNONS ONT TRAVAILLÉ POUR LE CHANTIER DE NOTRE-DAME**

On peut admirer le *Roastbeef*, voilier à la coque étincelante dessiné par Gustave Caillebotte, peintre qu'on ne présente plus mais aussi architecte naval de talent. Ici, le bateau semble prendre le large, sa proue tournée vers l'océan. Autour, des tableaux d'impressionnistes qui venaient poser leur chevalet sur les berges des fleuves et rivières et té-

moignent de l'activité portuaire de nombreuses villes de banlieue. Plus loin, un vitrail remarquable de l'artiste Otto Freundlich, mort en déportation, côtoie un prototype d'un élément de la flèche de Notre-Dame de Paris. C'est en effet dans cette même usine désaffectée qu'une partie des compagnons ont travaillé pendant de longs mois pour le chantier de la cathédrale.

Une planche de Jean Solé, *la Banlieue* (1984), raconte une chambre outrageusement colorée et exotique avec vue sur de grands ensembles gris. Le contraste, volontaire, dit en un seul coup d'œil l'exil, tandis que des planches originales de Loustal, *Parcours dominical* (1984), montrent une banlieue en friche. Trois aquarelles d'Albert Eulriet (peintes entre 1890 et 1910) représentent Bois-Colombes, un bourg encore paysan mais dont la gare flambant neuve annonce l'industrialisation.

Les artistes ne trichent pas avec la banlieue : qu'ils peignent ou photographient des paysages bucoliques et industriels, ses habitants comme son architecture, ils savent saisir l'âme de ces territoires toujours en effervescence, vivants et ouverts sur le monde. *Le Poète et les musiciens* (1997), de Sergio Tilleria, est une œuvre jubilatoire, colorée et animée qui évoque la diversité de ses habitants. On peut y voir un clin d'œil à Miro dans l'agencement des couleurs, et à Matisse dans le découpage des silhouettes. On est saisi par le mystère qui se dégage du tableau d'Antoni Taulé, *Sirocco, chapitre 30 du laboratoire d'attente* (1978), qui n'est pas s'en rappeler, par ses aplats de couleur et son jeu d'ombre et de lumière, un Edward Hopper. Toute une série de portraits racontent l'amitié, la solidarité et l'engagement de bon nombre d'artistes. Plus près de nous, une foultitude d'artistes du street art dont les œuvres renouvellent le regard sur la banlieue et témoignent d'un regard affûté et généreux. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

« Trésors de banlieues », jusqu'au 13 avril à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), usine des Chanteraines, entrée gratuite.

# Y a d'la joie... Peut-être, il le faudrait

**EXPOSITION** Le palais de Tokyo, vaisseau de l'art contemporain, à Paris, organise sa nouvelle saison sur le thème de la joie collective.

**P**arler de joie aujourd'hui ? « Alors que les actualités évoquent menaces, inquiétudes, incertitudes et visions de fin du monde ? » Guillaume Désanges, président du palais de Tokyo, à Paris, ouvrant sa nouvelle saison avec ces mots, démontre qu'il n'était pas dupe, entre vœux pieux, conduites magiques et prophéties autoréalisatrices. La joie collective, disait-il, « non pas comme déni ou parenthèse enchantée, non pas comme suspension de la lucidité, mais comme une résistance consciente, active, à l'ordre dépressif du monde. Une inspiration pour un art participatif, engageant et jubilatoire ».

Des mots auxquels font écho, d'entrée de jeu, ceux de la poète afroféministe Kiyémis opposant aux politiques « qui nous gavent de mort » celles et ceux pour qui « au plus profond des ténèbres ont continué de vibrer la joie, la colère des survivant·es, la colère de celleux qui ont rêvé la liberté, qui rêvent de se tenir debout et libres ». C'est dire que le parcours conçu par la commissaire Amandine Nana n'a rien d'un long fleuve tranquille, faisant alterner des grands textes militants comme celui de Carla Bergman et Nick Montgomery, renvoyant aux paroles alternatives et aux systèmes de pouvoir, avec des images d'actions collectives. Celui aussi

de Barbara Ehrenreich, disparue il y a deux ans qui, avec son essai *Dancing in the Streets* (2006), s'est penchée sur les expressions collectives, depuis les cultes archaïques jusqu'à nos jours.

#### **L'HISTOIRE DES CARAÏBES ET DE L'AFRIQUE**

On gagne à s'arrêter sur ces textes autant que sur les images proposées. Avec celles-ci on va de la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, aux masques et costumes cocasses des opposants à Notre-Dame-des-Landes, de suffragettes en 1914 à une fête peinte par Bruegel, à des rondes de folles et de fous, briant comme les carnavales les carnavals de la raison raisonnante et comptable. Comment ne pas penser aux pancartes bricolées, aux danses improvisées, aux paroles rageuses et cocasses, aux chants et aux rires de ce que les tenants des pouvoirs qualifient de « cortèges syndicaux »... Ce qu'évoque précisément Barbara Ehrenreich en parlant de « la carnavalisation croissante des manifestations contestataires » avec tout ce qui fait de nous « des créatures capables de générer nos propres plaisirs extatiques à travers la musique, la couleur, le festin et la danse ». On ne saurait bien évidemment embrasser toute la profusion d'une telle exposition aux entrées multiples avec 25 artistes, accompagnée par

des ateliers ouverts à de multiples activités et expériences.

On découvre aussi au palais, dans un autre espace, l'artiste américain Rammellzee – le surnom qu'il s'est lui-même donné –, né en 1960 à New York, disparu en 2010. Proche de Jean-Michel Basquiat, peintre abstrait éruptif, créateur de mannequins fantasques, musicien totalement singulier, pionnier du hip-hop, inventeur du parler « gangsta duck », amateur de paradoxes, « je n'es pas jouer du synthétiseur mais j'en joue très bien ».

Dans un troisième espace, Raphaël Barontini, né en 1984 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où il vit et travaille, revisite dans une manière baroque, avec costumes, drapeaux, collages, impressions numériques, les histoires et l'histoire des Caraïbes et de l'Afrique, illustrant ou plutôt mettant en scène ici sa lecture de la *Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire (1963), dans son exposition appelée « Quelque part dans la nuit, le peuple danse ». ■

**MAURICE ULRICH**

Au palais de Tokyo, Paris 16<sup>e</sup> : « Joie collective », jusqu'au 11 mai ; « Rammellzee. Alphabetica Sigma (Face A) », jusqu'au 7 septembre ; « Raphaël Barontini. Quelque part dans la nuit, le peuple danse », jusqu'au 5 mai. Rens. : [palaisdetokyo.com](http://palaisdetokyo.com)



Lorraine O'Grady's Troupe, avec Mlle Bourgeoise Noire, lors de l'African American Day Parade à Harlem, en 1983.

AVEC L'AIMABLE AUTORISATION  
DE LA GALERIE MARIANE IBRAHIM  
ET DE LORRAINE O'GRADY/ARTISTS  
RIGHTS SOCIETY (ARS), NEW YORK

# Il était une fois Nounours, le roi des jouets

**EXPOSITION** Le musée des Arts décoratifs, à Paris, raconte la grande histoire de l'ours en peluche et éduque pertinemment sur le rapport entre l'humain et la bête.

**E**n un siècle, il est devenu le compagnon indispensable des mômes. Ses deux billes vitrées en guise de paire d'yeux, ses grosses pattes velues et son allure anthropomorphe ont fait de lui le plus adorable des doudous. L'ours en peluche affiche sa domination sur le royaume de l'enfance dans une exposition tendre et ludique au musée des Arts décoratifs, à Paris. Contrairement à d'autres jouets, comme les poupées, il n'est pas si vieux. Il naît en 1902 en Allemagne : c'est à l'époque un pantin articulé en mohair de la marque Steiff. Au même moment apparaît son cousin américain, le fameux Teddy Bear, retenant le surnom de Theodore Roosevelt. La légende raconte que le président aurait épargné un ours durant une chasse.

Dès ses origines, la peluche plaît à la fois aux filles et aux garçons. Peu à peu, elle devient moins rigide et plus douce,

la trogne davantage attendrissante. Elle conquiert aussi le domaine de la fiction avec des personnages comme Petit Ours Brun, Paddington ou encore Winnie l'ourson, comme le montrent quelques planches dessinées qui ornent l'une des salles. Sans oublier son incursion dans la publicité, où des entreprises telles que Cajoline le détourne à des fins commerciales.

#### DU SOL AU PLAFOND, UNE FORÊT TACTILE

L'exposition, même si elle s'adresse prioritairement à un public familial, a l'intelligence de rappeler que l'ours en peluche est un produit de masse, fabriqué avec des matières non recyclables. Autrement dit, le nounours est l'emblème d'une surconsommation dans le secteur des jouets.

Nulle leçon de morale cependant, il s'agit plutôt d'une mise en garde. L'exposition « Mon ours en peluche » est un savant

mélange entre des espaces de réflexion et des lieux purement récréatifs. Au centre de toutes les salles se dresse, du sol au plafond, une forêt tactile. Des poteaux sont recouverts d'un doux tissu. Ni une ni deux, un garçon d'à peine 10 ans se jette sur le gros ours attaché à l'une des colonnes et l'enserre de ses bras. À un autre endroit, des traces de mains sont visibles, comme des empreintes rupestres. La pièce la plus spectaculaire est une œuvre d'art créée à partir d'ours en peluche abandonnés. L'installation de l'artiste

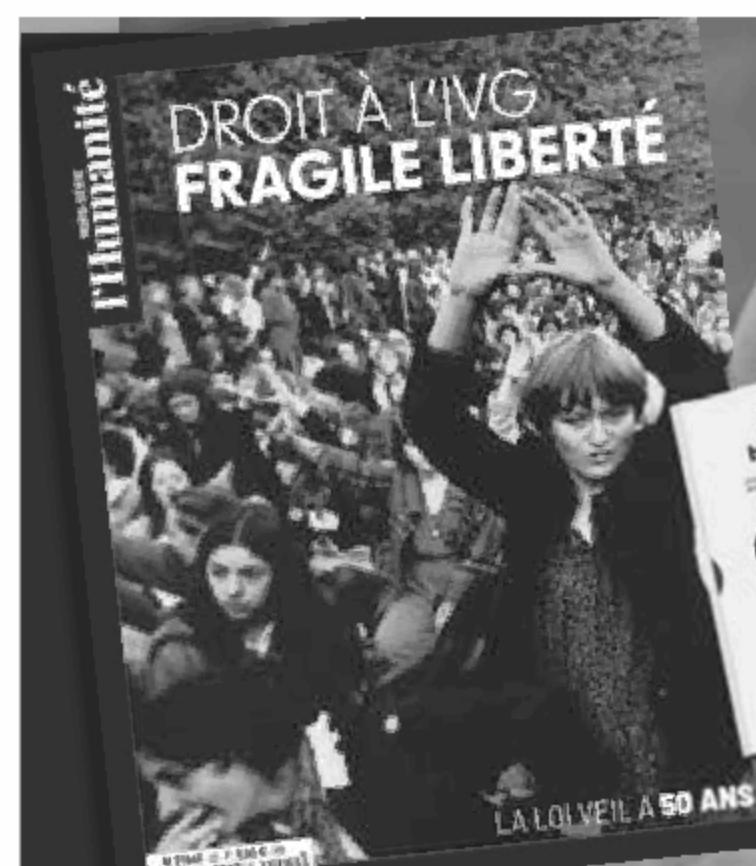
Charlemagne Palestine est phénoménale de contraste, entre les murs surpeuplés de doudous et le son diffusé d'une jungle tropicale.

Tout aussi édifiantes sont les explications données en préambule. Elles décrivent

l'histoire de la perception de l'ours par l'homme. Les deux se ressemblent plus qu'il n'y paraît : la station debout et le régime alimentaire omnivore font partie de leurs points communs. Mais l'un a su imposer sa loi à l'autre. Ancien roi des animaux, l'ours s'est fait remplacer par le lion dans l'imagination moderne. Transformé en bête de foire, il s'est métamorphosé en symbole de la paix. De nos jours, il représente les conséquences du réchauffement climatique, avec un habitat de plus en plus réduit, comme la banquise de l'ours polaire. Le panda, lui, s'inscrit comme l'étendard de l'organisation non gouvernementale WWF. ■

ÉLEONORE HOUËE

Ours en protéines brassées, polyester et polyuréthane, produit par Issey Miyake, Japon, 2024. ISSEY MIYAKE INC.



POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE



#### JE COMMANDE \*

Le hors-série *Droit à l'IVG, fragile liberté* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port \*\*, soit 12,90 € x ..... exemplaire(s) = ..... €

TOTAL DE MA COMMANDE ..... €

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours

\*\* France métropolitaine

PRÉNOM .....

NOM .....

ADRESSE .....

VILLE ..... CODE POSTAL .....

TÉLÉPHONE ..... E-MAIL .....

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 33, rue des Granges Galand 37550 SAINT-AVERTIN

# Anne Frank, une adolescente très contemporaine

**TÉLÉVISION** Le documentariste Alexandre Moix pose un regard neuf sur l'histoire de cette jeune Hollandaise juive, qui a vécu cachée des nazis de 1942 à 1944, avant de mourir en déportation.

**Anne Frank, journal d'une adolescente, France 2, 21h 10**

« **I**l faut que je résume l'histoire de ma vie avant que nous ne nous cachions », écrit la petite Anne, alors encore libre, dans le journal qu'elle reçoit à son anniversaire. Un mois plus tard, le 6 juillet 1942, les Frank quittent leur appartement d'Amsterdam dans la précipitation pour se réfugier dans l'annexe du bureau d'Otto, le père, à l'abri de la guerre. Ils vivent reclus jusqu'au 4 août 1944, le jour de leur arrestation par l'armée nazie. Ces 761 jours d'enfermement sont racontés par la plume d'Anne, d'abord naïve et légère, puis féministe et rebelle. Son œuvre, lue et étudiée par des millions d'élèves, est aujourd'hui revisitée par Alexandre Moix dans son documentaire *Anne Frank, journal d'une adolescente*, diffusé sur France 2.

« Quand j'ai découvert le Journal, Anne était devenue pour moi une inspiration, écrit le réalisateur dans sa note d'intention. J'admirais son insolence, sa révolte, sa liberté de ton, son esprit de résistance. » Les extraits choisis de son journal, lus par la comédienne Suliane Brahim, mettent en lumière une jeune juive indignée face à la violence du nazisme. « Pourquoi dépense-t-on chaque jour des millions pour la guerre et pas un sou pour la médecine, les artistes ou les pauvres ? s'interroge l'adolescente.



Anne Frank,  
au début  
de l'année  
1940. ANNE  
FRANK FONDS/BASEL

*Pourquoi les hommes sont-ils si fous ?* » Malgré son jeune âge, elle se montre très perspicace et alerte de la réalité derrière les murs : « Nous sommes des juifs enchaînés. Cette nuit-là, j'ai su que je devais mourir. J'étais prête. »

## ELLE N'AVAIT QUE 15 ANS

Tous ses questionnements sont mis en résonance avec le regard de la jeunesse contemporaine, alors que la guerre frappe au cœur de l'Europe. En témoignent les différents genres et époques qui s'entremêlent avec force. Les images d'archives de la guerre alternent avec une reconstitution de la vie d'Anne dans la cachette d'Amsterdam, des interviews d'amis des Frank et l'étude du *Journal* par de jeunes étudiants.

Mais, au-delà de la peur et de l'ennui que la jeune fille détaille dans son journal, Alexandre Moix a voulu lui rendre sa jeunesse : « Avec ce documentaire, je souhaite faire d'Anne une amie, comme elle fut la mienne. » Le spectateur découvre alors une adolescente drôle, curieuse de l'autre, de son corps et amoureuse du jeune Peter. Leur histoire, racontée avec toute la douceur de la voix de Suliane Brahim, rompt avec la violence de leur arrestation. Anne meurt du typhus en mars 1945 dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. Elle n'avait que 15 ans. Poignantes dans le contexte européen actuel, ses paroles deviennent alors un hymne à la liberté et au pacifisme. ■

MARINETTE BARTHE

# Manuel de défense pécuniaire à l'usage des filles

**TÉLÉVISION** Deux heures pour comprendre des siècles d'inégalité. Depuis l'invention de l'argent, la moitié de la population est flouée. Véronique Préault vous explique pourquoi.



**Les femmes riches ne courrent pas les rues, Arte, 21 heures**

Avec ce film documentaire en deux parties, la réalisatrice Véronique Préault signe une enquête détaillée au niveau mondial sur la distribution des richesses entre hommes et femmes. L'introduction est peut-être maladroite : elle se demande si une fille a « autant de chances qu'un homme d'être indépendante, de gagner de l'argent et, pourquoi pas, de devenir riche ». On peut se poser la question de savoir si cette dernière envie constitue un but en soi. Pour le reste, la question est plus que jamais d'actualité : selon le Forum économique mondial, pas forcément la plus progressiste des

assemblées, « au rythme où vont les choses il faudra 169 ans pour combler l'écart de richesse entre les sexes ».

Car l'inégalité existe quasiment du berceau à l'âge de la retraite. Prenons un frère et une sœur auxquels les parents versent la même somme d'argent de poche tous les mois. En fin d'année, le garçon aura bénéficié de rallonges plus importantes, 200 euros en moyenne, estime Caroline Ménager, cofondatrice de Pixpay, une « banque » numérique dédiée à l'éducation financière des adolescents. « Mon fils a plus de besoins », entend-elle souvent... de la part des mères ! C'est que, sans en avoir conscience, elles reproduisent un schéma de société bien ancré. Après tout, ce n'est qu'en 1965 qu'on a permis aux

femmes de pouvoir ouvrir et gérer leur propre compte bancaire...

Ce biais s'imprime bien sûr dans l'entreprise, où globalement le salaire des femmes est inférieur à celui des hommes, les écarts se creusant avec la progression de carrière. La vie de famille y est pour beaucoup : à partir du premier enfant, la femme subit une « pénalité de maternité », que des chercheurs commencent à mieux estimer et qui pourrait être corrigée, par exemple, par un alignement des congés de maternité et paternité. Partager la charge de travail et les revenus, voilà qui serait révolutionnaire, et ferait – enfin – mentir Marx : encore aujourd'hui, « dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme le prolétariat ». ■

GRÉGORY MARIN

## PROGRAMME TÉLÉ



**Du pain, coûte que croûte, France 5, 21 heures**

Symbol de la gastronomie française, la baguette fait face à la concurrence des boulangeries industrielles et à la baisse de la consommation. En moyenne, un Français consomme aujourd'hui 120 grammes de pain par jour, soit trois fois moins qu'en 1950. Malgré tout, certains artisans s'efforcent de garder un savoir-faire, et de le transmettre aux futures générations.



**Et l'homme créa la secrétaire, Arte, 23h 40**

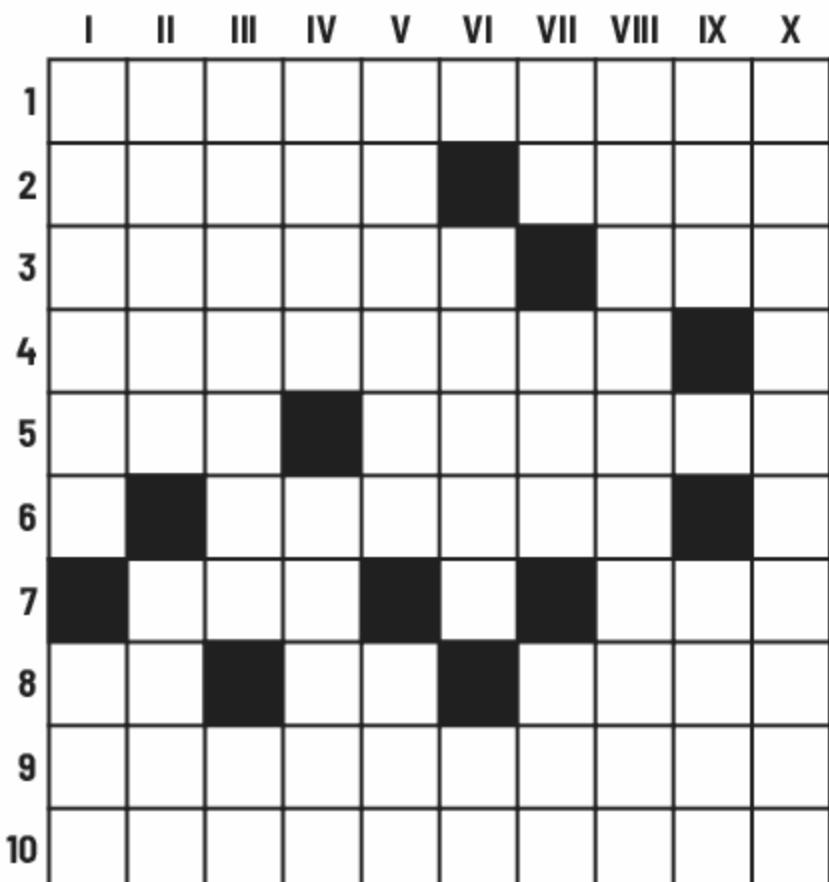
Pendant des millénaires, l'écrit a été un pouvoir d'homme. Il a fallu attendre l'alphabetisation de masse et la révolution administrative, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour que les femmes accèdent à la profession de secrétaire. Et, en soixante ans à peine, le métier s'est complètement féminisé. Aujourd'hui encore, ces travailleuses sont soumises à un véritable plafond de verre et continuent d'être l'objet de fantasmes.

**RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)  
 ➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)  
 ➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)  
 ➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)  
 ➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24 144 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

1. Salle aménagée pour les enregistrements sonores. 2. Formation militaire. Poignée. 3. Échafaudons. Couvre d'habits. 4. Phosphate naturel de calcium et d'uranium. 5. Unité de sensibilité des émulsions photographiques. Répétai. 6. Pinacothèques. 7. Centième du yen. Mèche rebelle de cheveux. 8. Avant nous. Arbre à fruits rouges décoratifs. Marche sans but précis. 9. Petit gâteau feuilleté. 10. Embrochasses.

**VERTICIALEMENT**

I. Étranger qui n'était pas naturalisé dans son pays de résidence. Baie japonaise. II. Aïs. Improvisation poétique. III. Ver parasite. Petite classe. IV. Également. Mariera. V. Chaussures basses. Tranchant d'une lame. VI. Panoramas. À elle. VII. Dieu du Soleil. Petit socle utilisé au golf. Établissements en abrégé. VIII. Changeras l'ordre. IX. Au bout du rouleau. Imploré Dieu. X. Spécialistes des problèmes de versifications.

Fil. VI. Sites. Sa. VII. Ra. Tee. Ets. VIII. Iversears. IX. Use. Prie. X. Metriciens.  
**VERTICIALEMENT**. I. Aubain. Ise. II. Unaus. Slam. III. Distome. Cp. IV. Tou. Hirara. V. Tennesis. Autunite. 5. Iso. Iterai. 6. Musées. 7. Sen. Ep. 8. II. If. Erre. 9. Sacristain. 10. Empalasses. SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Auditorium. 2. Unité. 3. Basons. 4. Vt. 5. Site. 6. Musées. 7. Sen. Ep. 8. II. If. Erre. 9. Sacristain. 10. Empalasses. 11. Aubain. Ise. 12. Unaus. Slam. 13. Distome. Cp. 14. Tou. Hirara. V. Tennesis.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
 Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
 E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
 Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
 Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
 Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
 Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
 Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
 Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
 Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

**Numéro ISSN** 0242-6870

**Dépôt légal** Date de parution

**Commission paritaire** 1124 C 79615

**Tirage du 28 février 2025** 37 310 exemplaires  
 Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



**LES VOYAGES**  
**l'Humanité**

# New York The Big Apple La ville des villes

DU 12 AU 19 JUIN 2025 • À PARTIR DE 4 145 €\*

**LE +**

Les visites se feront avec des intervenants américains et Christophe Deroubaix, journaliste de la rubrique monde de l'HUMANITÉ

**RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS**  
**LVJ - TLC VACANCES**  
 45, rue Gustave Nicolle - 76600 LE HAVRE  
 Tél. 0235 21 82 44  
[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)

**l'Humanité magazine** **l'Humanité.fr**

**LA VOIX DU PEUPLE**

Premier tome d'une sélection des articles de Jean Jaurès publiés dans l'Humanité, de 1904 jusqu'au 31 juillet 1914, date de l'assassinat du fondateur du journal à la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale. En dix ans, il a écrit plusieurs centaines de textes dans les colonnes de « son » propre journal et il était évidemment impossible d'en éditer l'intégralité. Dans ce tome 1, vous trouverez ses meilleurs articles concernant l'Humanité, la République sociale, le socialisme, le capitalisme et le syndicalisme.

**Le livre La Voix du peuple\***  
 au prix de 19,90 € + 3 € de frais de port\*\*,  
 soit 22,90 € x .....exemplaire(s) = .....€.  
 Total de ma commande : .....€

**PRÉNOM** \_\_\_\_\_  
**NOM** \_\_\_\_\_  
**ADRESSE** \_\_\_\_\_  
**VILLE** \_\_\_\_\_  
**CODE POSTAL** \_\_\_\_\_  
**TÉLÉPHONE** \_\_\_\_\_  
**E-MAIL** \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\*France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE - 37550 SAINT-AVERTIN

**l'Humanité magazine** **l'Humanité.fr**

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone





# Comment expliquer la baisse de la natalité? (1/2)

Depuis 2011, le nombre de naissances est en baisse en France, à l'exception de l'année 2021. 2024 a atteint un plus bas historique, avec une chute de 2,8 % par rapport à l'année précédente.

**Choisir ou non d'avoir un ou plusieurs enfants est un choix individuel. Il ne peut être pensé uniquement en termes de reproduction pour relancer la démographie.**

**D**e puis 2011, le nombre d'enfants par femme diminue en France, même s'il reste l'un des plus élevés en Europe. Il est difficile de comprendre s'ils s'agit d'un phénomène durable ou plus conjoncturel. En termes démographiques, on observe deux évolutions majeures depuis le début des années 1970 : l'augmentation continue de la part de femmes n'ayant aucun enfant, et celle de l'âge à la première naissance. Avoir ses enfants de plus en plus tard réduit la période de vie féconde et donc le nombre d'enfants possible. On ne peut cependant exclure l'hypothèse qu'on a ses enfants plus tard parce qu'on en veut moins.

Qu'en disent les individus ? Les événements conjoncturels économiques, politiques ou sociaux, ou des transformations de plus long terme, comme les changements climatiques, affectent les individus et leur désir d'enfant. Il est cependant difficile de savoir si ces éléments modifient durablement le nombre d'enfants désirés ou ne correspondent qu'à une situation à un instant T. En effet, le désir ou l'absence de désir d'enfant peut évoluer au cours de la vie. Même si elle est délicate, la prise en compte de la parole des individus est capitale. Mais, pour être recueillie et analysée dans de bonnes conditions, il faut des enquêtes coûteuses et longues à mettre en place puis à étudier ; ce qui implique un temps de latence entre chaque nouvelle baisse de la natalité et les explications que l'on peut tirer de ces enquêtes. De la même manière, on connaît les données conjoncturelles comme le nombre des naissances ou l'âge à la maternité, mais on a besoin des recensements et d'enquêtes



**SANDRA BRÉE**  
Démographe et historienne, chargée de recherche au CNRS-Larhra

spécifiques pour mieux comprendre qui sont les individus qui ont moins ou pas d'enfants.

Si la hausse de la part d'individus sans enfants et celle de l'âge à la maternité sur le long terme soutiennent l'hypothèse d'un changement durable – d'autant plus qu'elles sont associées à l'apparition de crises et de préoccupations durables –, la natalité pourrait remonter à moyen terme car les générations nées entre 2000 et 2013, nombreuses, seront alors en âge d'avoir des enfants. On le voit, les explications de l'évolution de la fécondité doivent tenir compte d'évolutions de long terme, d'événements plus conjoncturels et de tendances structurelles.

**Ces évolutions sont associées à l'apparition de crises et de préoccupations durables.**

Quelle que soit cette évolution, il faut rappeler que choisir ou non d'avoir un ou plusieurs enfants est un choix individuel qui ne peut être pensé uniquement en termes de reproduction pour relancer démographiquement un pays ou, au contraire, pour sauver la planète de la surpopulation. Si le but est de « relancer la natalité », il faut que les femmes puissent accoucher dans de bonnes conditions, se préoccuper de l'augmentation de la mortalité infantile, favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ou encore aider les individus qui souhaitent avoir des enfants et ne le peuvent, avec des aides médicales mais également en veillant à saisir ce qui fait baisser la fertilité et en luttant contre ces facteurs de risque. ■



**Atlas de la population mondiale,**  
de Gilles Pison,  
Autrement, 2023.

**La baisse de la fécondité est une tendance générale en Europe. Mais, depuis la fin du baby-boom, le nombre de naissances fluctue d'une année à l'autre.**

**L**e nombre des naissances a diminué ces dernières années en France, passant de 833 000 en 2010, année du dernier pic, à 663 000 en 2024. C'est 20 % de moins. L'indicateur conjoncturel de fécondité est passé de 2,03 enfants par femme en 2010 à 1,62 enfant en 2024. Faut-il s'en inquiéter ?

Restituons la baisse des dernières années au sein des évolutions de plus long terme. Depuis la fin du baby-boom, il y a cinquante ans, l'indicateur conjoncturel de fécondité et avec lui les naissances fluctuent d'une année à l'autre, avec des périodes où l'indicateur a tendance à diminuer – comme dans les années 1980 et le début des années 1990, et aussi depuis 2010 –, et d'autres où il a tendance à augmenter – comme dans la deuxième moitié des années 1990 et dans les années 2000. On ne sait pas si la baisse récente s'inscrit dans cette succession de périodes de baisse et de hausse, ce qui augurerait d'une éventuelle hausse d'ici quelques années, ou bien si elle est le signe d'une nouvelle situation démographique où les femmes en France auraient dorénavant moins d'enfants que celles des générations précédentes.

Les femmes nées en 1974 ont eu au total 2 enfants en moyenne chacune (2,02 précisément). Celles qui sont nées en 1984 en ont déjà eu 1,98. Elles en auront encore quelques autres dans les années qui viennent, leur nombre moyen d'enfants sera au total légèrement supérieur à 2. Celles



**GILLES PISON**  
Professeur émérite  
au Muséum national  
d'histoire naturelle

qui sont nées en 1994 en ont déjà eu 0,86 chacune mais il est difficile de savoir combien elles en auront d'ici à leurs 50 ans. Jusqu'ici en France, depuis la fin du baby-boom, les femmes ont eu autant d'enfants que celles de la génération de leur mère, mais elles les ont eus plus tard. Il y a, en effet, un retard des maternités. Les femmes qui accouchaient

il y a cinquante ans avaient 26,5 ans en moyenne, celles qui accouchent aujourd'hui en ont 31. Pour ce qui est de l'âge à l'accouchement du premier enfant, il est passé de 24 ans à 29 ans. La baisse de la fécondité des dernières années est une tendance générale en Europe. Mais, même avec la diminution récente, la France reste le pays le plus fécond d'Europe. Comment l'expliquer ? On invoque la politique familiale, ancienne et importante en termes de part du PIB. Elle vise à aider les personnes ayant des enfants, et à leur permettre de travailler, notamment les mères. Elle fait régulièrement l'objet d'ajustements à la marge, mais rien n'indique que ceux-ci soient responsables de la baisse récente de la natalité. Pour expliquer cette dernière, on invoque les mouvements prônant de s'abstenir d'enfanter pour sauver la planète, mais ils sont peu actifs en France, et rien n'indique qu'ils ont une influence. Certains, inquiets vis-à-vis de l'avenir, pourraient aussi renoncer à avoir un enfant pour lui éviter une existence malheureuse dans un monde invivable. Des recherches sont à mener pour savoir si ce facteur joue. Mais, depuis que les humains existent, ils vivent dans un monde plein d'incertitudes, ce qui ne les a pas empêchés de se reproduire, sinon, nous ne serions pas là ! ■

**Rien n'indique que cette baisse soit liée aux ajustements à la marge de la politique familiale.**

## Régine Komokoli, du trauma naît la politique

Conseillère départementale d'Ille-et-Vilaine, la Rennaise de 42 ans, originaire de Centrafrique, a fait de son parcours de vie – perte de domicile, prostitution forcée, violences conjugales – le moteur de son engagement.

**R**égine Komokoli bouillonne. En pleine réunion, elle soulève sa jupe et, devant tout le monde, retire son collant. Du doigt, elle pointe les cicatrices sur ses cuisses. « Vous les voyez ces marques sur mon corps ? Il y en a 16. Pour les 16 coups de couteau que mon ex-compagnon m'a assenés », s'emporte la conseillère départementale d'Ille-et-Vilaine devant les remarques hors-sol de la droite. Pendant des mois, elle s'est battue pour faire sortir de terre une Maison des femmes à Rennes. Alors, voir ses opposants ergoter sur la protection des femmes, c'en est trop.

Ses mains creusées parlent pour elle. Elles ont longtemps servi de bouclier de fortune pour se protéger des coups du père de ses trois filles, Beyoncé, Briana et Bella-Christ. Un conjoint qui, une funeste soirée de 2019, la bat pour une énième fois. La dernière. Les gendarmes finissent par interroger l'homme violent – déjà condamné à huit mois de prison pour des faits similaires. Régine Komokoli, elle, est sommée de s'en aller avec ses filles.

À la rue, avec seulement quelques vêtements dans une valise et les yeux perdus dans le vide, la jeune femme se retrouve dans l'étroit lit d'une chambre d'hébergement d'urgence tout aussi étroite. Ce n'est pas ce qu'elle était venue chercher en France. « Qu'est-ce que je fais ici ? » s'interroge celle qui, à 18 ans, avait dû fuir la guerre en Centrafrique et la prostitution imposée par sa mère contre quelques sous. La France où un visa touristique expire si vite qu'elle ne voit d'autres options qu'un mariage blanc avec un homme de trente-huit ans son aîné. Dans cette nuit sans sommeil, Régine Komokoli se sent d'un coup investie d'une « mission » : changer le traitement des femmes victimes de violences.

« Je vais devenir une femme politique, répète-t-elle à qui veut bien l'entendre. Et pourquoi pas maire de Rennes ? » Presque par hasard, elle finit par pousser la porte



L'élu(e) (ici à Paris, le 16 février) s'est battue pour la création d'une Maison des femmes à Rennes. PHILIPPE LABROSSE POUR L'HUMANITÉ

d'une réunion des Écologistes. « Je parle que vous pensez que la femme de ménage est arrivée en avance », lance-t-elle devant un banc de mines interloquées. Noire, sans logement fixe pendant trois ans, mère célibataire habitant dans un quartier populaire, ex-victime de violences... Un parcours de vie peu habituel dans le monde politique.

### FÉMINISTE SANS LE SAVOIR

Candidate aux départementales de 2021, Régine Komokoli décroche, en juin, son premier mandat, mais raconte déchanter très vite. « Mon propre camp refuse de m'accorder une vice-présidence (du conseil

départemental – NDLR) car, apparemment, j'avais un accent prononcé. Et puis, je n'avais pas fait Sciences-Po », rapporte-t-elle. Mais elle obtient tout de même une délégation à la protection maternelle et infantile, à la petite enfance et aux parentalités. « Avec un "s", j'insiste ! » Une lettre supplémentaire comme un hommage aux familles monoparentales et aux couples homosexuels.

Peu avant ses 40 ans, elle découvre le féminisme, ce qu'elle a toujours été sans vraiment le savoir. Un « féminisme à l'africaine », résume-t-elle aujourd'hui. « Dans les associations dédiées, j'ai souvent

entendu le reproche adressé aux femmes noires de ne pas militer et d'être soumises. Mais c'est faux ! Penser cela, c'est porter des lunettes européennes et se tromper lourdement », recadre Régine Komokoli.

Dans l'action politique, la conseillère départementale se sert de son passé traumatique, lequel revient par bribes. Et particulièrement cette nuit du déclic. Celle qui s'est incarnée, en novembre 2023, dans la Maison des femmes, pensée comme un

« Les gens qui, comme moi, ont vécu des galères sont les mieux placés pour trouver des réponses publiques concrètes. »

tiers-lieu d'accompagnement social, juridique et médical pour les femmes victimes de violences conjugales. La satisfaction est cependant vite rattrapée par le manque de moyens alloués par le département géré par le PS, quelques mois seulement après l'ouverture. Jusqu'à la rupture et au départ des Écologistes de l'élu(e) départementale.

Désormais sans étiquette, elle ne compte pas pour autant raccrocher l'écharpe. « Les gens qui, comme moi, ont vécu des galères sont les mieux placés pour trouver des réponses publiques concrètes », soutient Régine Komokoli. Celle qui se rêve prix Nobel de la paix souhaiterait terminer sa « mission » avec un ultime voyage en Centrafrique. Y revivre, cette fois en paix. « J'aimerais y retourner, plus tard, pour aider les jeunes filles qui se prostituent, comme moi à l'époque, se souvient-elle douloureusement. Il y a une bataille à mener pour celles qui attrapent le VIH et le transmettent à leurs enfants, car l'accès à l'avortement est limité. » Elle compte mener ce combat avec ses filles, à qui elle a transmis la ferveur de la lutte féministe. ■

LÉA PETIT SCALOGNA